

CONSTRUIRE LA PAIX CHERCHER LA JUSTICE

UNE ÉTUDE DE L'ATTITUDE
DE LA POPULATION
ENVERS LES CONFLITS ET
LA RECONSTRUCTION
SOCIALE EN
RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

AOÛT 2010



CENTRE DES DROITS DE L'HOMME
Université de Californie, Berkeley

PATRICK VINCK
PHUONG PHAM

Cette enquête a été menée par l'Initiative pour les populations Vulnérables, un projet du Centre des Droits de l'Homme, Université de Californie, Berkeley

L'INITIATIVE POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES mène des études dans les pays qui connaissent des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. En utilisant des méthodes de recherche empirique pour donner une voix aux victimes de violence de masse, l'Initiative vise à ce que les besoins des survivants soient reconnus et pris en compte par les gouvernements, les agences de l'ONU, et organisations non gouvernementales.

Le **CENTRE DES DROITS DE L'HOMME** fait la promotion des droits de l'homme et de la justice internationale dans le monde, et forme la prochaine génération de chercheurs et de défenseurs des droits de l'homme. Des informations supplémentaires sur nos projets sont disponibles sur <http://hrc.berkeley.edu>.

Ce rapport a été rendu possible par des subventions de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur et Humanity United. Les informations fournies et opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de ces organismes.

Egalement dans cette série:

Pham PN, Vinck P, (2010), *Transitioning to Peace: A Population-Based Survey on Attitudes about Social Reconstruction and Justice in Northern Uganda*. Human Rights Center, University of California, Berkeley.

Vinck P, Pham PN (2010) *Building Peace, Seeking Justice: A Population-Based Survey on Attitudes about Accountability and Social Reconstruction in the Central African Republic*. Human Rights Center, University of California, Berkeley

Pham PN, Vinck P, Balthazard M, Hean S, Stover E (2009), *So We Will Never Forget: A Population-Based Survey on Attitudes about Social Reconstruction and the Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia*. Human Rights Center, University of California, Berkeley.

Vinck P, Pham PN, Baldo S, Shigekane R (2008), *Living with Fear: A Population-Based Survey on Attitudes about Peace, Justice and Social Reconstruction in Eastern Congo*. Human Rights Center, University of California, Berkeley; Payson Center for International Development, Tulane University; International Center for Transitional Justice, New York. (*Version Française disponible*)

Pham PN, Vinck P, Stover E, Moss A, Wierda M (2007), *When the War Ends. A Population-Based Survey on Attitudes about Peace, Justice and Social Reconstruction in Northern Uganda*. Human Rights Center, University of California, Berkeley; Payson Center for International Development, Tulane University; International Center for Transitional Justice, New York.

Pham PN, Vinck P, Wierda M, Stover E, di Giovanni A. (July 2005), *Forgotten Voices: A Population-Based Survey of Attitudes about Peace and Justice in Northern Uganda*. International Center for Transitional Justice and the Human Rights Center, University of California, Berkeley.

Pour télécharger ces rapports et d'autres, visitez le site <http://hrc.berkeley.edu/publications>

IMAGE DE COUVERTURE PAR AUSTIN MCKINLEY

TRADUIT DE L'ANGLAIS

CONSTRUIRE LA PAIX
CHERCHER LA JUSTICE

AOÛT 2010

UNE ÉTUDE DE L'ATTITUDE
DE LA POPULATION
ENVERS LES CONFLITS ET
LA RECONSTRUCTION
SOCIALE EN
RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

PATRICK VINCK
PHUONG PHAM

**HUMAN
RIGHTS
CENTER**
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA
BERKELEY

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	1
Introduction.....	7
Bref Historique des Conflits et de l'Implication de la CPI.....	7
Implication de la CPI	9
L'Étude	10
Objectifs.....	10
Plan de Recherche et Échantillon.....	10
Instruments de Recherche	11
Collecte et Analyse des Données.....	12
Limitations	13
Caractéristiques Démographiques	14
Construire la Paix	17
Priorités: La Paix d'Abord.....	17
Sécurité et Violence	18
Sécurité	18
Exposition à la Violence	19
Violences Domestiques.....	21
Établir la Paix.....	22
L'Origine des Conflits	22
Moyens pour la Paix	23
Elections et Participation Sociale.....	24
Disputes Locales et Règlement des Disputes.....	26
Perception des Ex-combattants et DDR.....	26
Information	27
Chercher la Justice	31

Responsabilisation, Justice et Pardon	31
Responsabilisation et Attitudes Envers les Auteurs Présumés des Violences	31
Définitions de la Justice et le Secteur Judiciaire.....	34
Pardon et Vengeance.....	35
La Cour Pénale Internationale	36
Mesures pour les Victimes.....	39
Réparations	40
Recherche de la Vérité et Mémorialisation.....	41
Conclusions et Recommandations	43
Auteurs et Remerciements	45

SOMMAIRE

PLUSIEURS DÉCENNIES D'INSTABILITÉ POLITIQUE, de fragilité de l'État, de mauvaise gestion, et une série de conflits armés ont conduit la République Centrafricaine (RCA) à un état de violence et de pauvreté généralisées. Cette étude fournit une meilleure compréhension de la portée et de l'ampleur de la violence en République Centrafricaine et de ses conséquences, ainsi qu'un aperçu de ce que les citoyens de la RCA pensent être le meilleur moyen de rétablir la paix. L'étude examine également les questions de justice et de responsabilité pour les crimes graves qui ont été commis.

Ce rapport présente les résultats d'un sondage de 1.879 adultes, habitants de la RCA, sélectionnés au hasard dans la capitale Bangui et les préfectures de la Lobaye, Ombella M'Poko, Ouham, et Ouham Pendé. Ces préfectures englobent une zone géographique importante représentant 52 pourcent du total de la population de RCA et ont connu des niveaux variables d'exposition aux conflits. Des équipes d'enquêteurs formés localement ont mené les entretiens entre Novembre et Décembre 2009, sous la supervision des auteurs.

L'étude fournit une analyse détaillée des résultats sur un large éventail de sujets liés aux priorités et besoins de la population, l'exposition à la violence, la sécurité, la cohésion et l'engagement communautaire, l'accès à l'information, les processus de résolution des conflits, la réinsertion des combattants, la justice transitionnelle, et les réparations pour les victimes. Les enquêteurs ont utilisé un questionnaire ouvert, sans que les réponses ne soient lues ou suggérées. Les personnes interrogées ont toujours la possibilité de fournir plusieurs réponses.

Les principaux résultats sont les suivants :

Construire la Paix :

- La paix, définie comme l'absence de violence et de la peur, est la principale priorité de la population, suivie par les préoccupations concernant les moyens de subsistance (travail) et l'argent. L'absence de sécurité est soulignée même dans les activités quotidiennes : Plus d'une personne interrogée sur quatre se sent en insécurité lorsqu'il ou elle marche la nuit, dort, se rend au village le plus proche, ou rencontre des inconnus. Lorsqu'on leur demande qui les protège, plus de la moitié des personnes enquêtées mentionnent Dieu, alors que 3 pourcent parlent de la police et des gendarmes. Reflétant la dynamique actuelle des conflits, le sentiment d'insécurité est le plus élevé dans les préfectures du Nord, l'Ouham, et Ouham Pendé. Toutefois, même dans la capitale Bangui, un grand nombre de personnes se sentent en insécurité.

- La population a été exposée à des violences et violations des droits de l’homme de façon généralisée
 - Quatre répondants sur cinq ont déclaré qu'ils avaient dû fuir leur maison à un moment donné au cours des divers conflits depuis 2002.
 - Environ trois sur cinq ont eu des biens volés ou détruits, ont été séparés de membres de leur ménage, ou se sont senti menacé de mort.

De nombreux répondants ont également été directement exposés à la violence:

- Vingt pourcent ont dit qu'ils avaient été battus ou agressés par des groupes armés
 - Dix pourcent ont dit qu'ils avaient été enlevés (5% pour au moins une semaine).
 - Quatorze pourcent ont déclaré que des groupes armés les avaient forcés à travailler; 5 pourcent ont été forcés de piller, 2 pourcent de battre quelqu'un, et 1 pourcent de tuer quelqu'un.
 - Plus de 10 pourcent des répondants dans les préfectures de l'Ouham et Ouham Pendé ont déclaré avoir assisté à des pillages et avoir vu des personnes être battues, avoir été contraints de fuir leur maison, avoir des biens volés ou détruits, ou être menacé de mort au cours des 12 derniers mois.
 - Vingt et un pourcent de tous les répondants ont déclaré avoir vu des actes de violence sexuelle commis par des groupes armés.
 - Six pourcent des femmes interrogées ont signalé une expérience de violence sexuelle commise par des groupes armés, et 6 pourcent ont rapporté des violences sexuelles commises par des auteurs autres que les groupes armés. Les violences sexuelles sont plus fréquemment rapportées par les femmes dans l’Ouham Pendé (14%), un taux comparable à celui constaté dans l'est de la République Démocratique du Congo.¹
- En plus des violences liées aux conflits, les violences domestiques sont omniprésentes: 22 pourcent des femmes déclarent avoir été battues par un membre du ménage, le plus souvent en cas de désobéissance ou d’escalade d’une dispute.
 - La plupart des répondants (61%) identifient les causes principales du conflit comme étant la lutte pour le pouvoir entre les élites politiques. Reflétant cette perception que le conflit est essentiellement politique, la plupart des personnes interrogées pensent que la paix doit être atteinte par le dialogue (56%) ou par des élections (23%). Cependant, un certain pessimisme existe quant à savoir si la paix est possible: Seulement la moitié estime qu'il est possible de vivre en paix en République Centrafricaine (54%) et avec les pays voisins (50%). Une personne sur

¹ Vinck P, Pham PN, Baldo S, Shigekane R (2008), *Living with Fear: A Population-Based Survey on Attitudes about Peace, Justice and Social Reconstruction in Eastern Congo*. Human Rights Center, University of California, Berkeley; Payson Center for International Development, Tulane University; International Center for Transitional Justice, New York. (Version Française disponible)

quatre dit ne pas croire qu'il est possible d'avoir la paix. Les répondants dans le nord étaient plus susceptibles d'être pessimistes quant aux perspectives d'une paix durable.

- Vingt-trois pourcent des répondants ont dit qu'avoir des élections libres et équitables est un moyen pour avoir une paix durable. Une grande majorité (94%) ont déclaré qu'ils prévoyaient de voter lors des prochaines élections présidentielles, et la plupart sont confiants d'être en mesure de voter librement.
- Les répondants s'attendent à ce que le programme de désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants (DDR) contribue à une paix durable. Toutefois, trois répondants sur quatre se sentiraient mal à l'aise pour ce qui est d'interagir avec des ex-combattants, comme partager un verre, vivre comme voisins, ou vivre dans le même ménage.
- Un quart des répondants estiment ne savoir rien ou très peu des événements en République Centrafricaine et 41 pourcent ont déclaré ne jamais écouter la radio, la source la plus commune d'information dans le pays.

Chercher la Justice:

- La grande majorité des répondants (98%) déclarait que les responsables des violences devraient rendre des comptes pour leurs actions. Les principaux crimes qui devraient être pris en compte, selon les personnes interrogées, sont les tueries (91%), les vols et destructions de biens (66%), et les violences sexuelles (52%) commis par les combattants. Les répondants mentionnent une longue liste d'individus ou de groupes qui doivent être tenus responsables, y compris le président actuel et son prédécesseur, ainsi que les dirigeants des groupes rebelles. Considérant ce qui devrait arriver à ceux responsables pour les violences, 46 pourcent des personnes interrogées ont indiqué qu'ils devraient affronter la justice, 27 pourcent ont dit qu'ils devraient aller en prison, 21 pourcent ont dit qu'ils devraient être tués avec ou sans procédure judiciaire, et 19 pourcent ont dit qu'ils devraient être punis.
- Parmi quatre options possibles pour la poursuite des responsables des violences, plus de la moitié des répondants (52%) ont dit qu'ils devraient être jugés devant les juridictions nationales alors que 27 pourcent ont dit qu'ils devraient être jugés par un tribunal international en RCA. Quatorze pourcent préfèrent un tribunal international à l'extérieur du pays, tandis que 7 pourcent préfèrent n'avoir aucun procès. En général, les répondants préfèrent donc nettement un procès en République Centrafricaine. Toutefois, seul un tiers des répondants perçoivent la qualité du système judiciaire national comme bonne ou très bonne. Ces résultats sont similaires à ceux trouvés dans des situations post-conflit similaires, où la population souhaite que justice soit rendue à proximité afin d'assister et de participer au processus.
- Un tiers des personnes interrogées ont entendu parler de la Cour Pénale Internationale (CPI), avec des chiffres allant de 7 pourcent dans l'Ouham à 63 pourcent à Bangui. En général, la perception de la Cour est positive: la plupart des répondants disent s'attendre à un impact positif, comme apporter la justice, et aider à prévenir les crimes.

- Lorsqu'on leur demande qui les victimes des conflits armés sont, les répondants identifient: la population civile (75%), les femmes (54%), les enfants (46%), et les personnes âgées (25%). Ils proposent comme mesure pour les victimes : la restitution (60%), suivis par de l'argent (34%). Environ la moitié des répondants ont indiqué que les réparations devraient être à la fois individuelles et communales, tandis que 20 pourcent ont dit qu'elles ne devraient être qu'individuelles.
- Il est important pour les répondants de connaître la vérité sur ce qu'il s'est passé durant les conflits, et pourquoi c'est arrivé. La plupart (74%) pensent également qu'une forme de mémorialisation est importante.

Ces résultats devraient être utiles au Gouvernement, organisations non-gouvernementales, agences des Nations Unies et d'autres organismes dans l'élaboration de politiques visant à remédier aux séquelles des conflits armés en RCA. Ils nous rappellent également que consulter la population et approfondir notre compréhension des communautés touchées par les conflits est essentiel pour construire une paix durable.

Les principales recommandations à émerger de cette étude sont les suivantes:

Au Gouvernement de la RCA et groupes armés:

- Travailler ensemble pour mettre en œuvre les objectifs du Dialogue Politique Inclusif, y compris le désarmement, la démobilisation, et la réinsertion effective des ex-combattants dans la société, et tenir des élections présidentielles libres et équitables. Les citoyens voient le programme de réinsertion des ex-combattants et les élections comme faisant partie intégrale des mesures pour la construction d'une paix durable.
- Arrêter de s'attaquer à la population et de collecter des taxes illégales aux barrages routiers. Ces tactiques instillent la peur parmi la population et nuisent à leur capacité à poursuivre leur vie quotidienne.

Au Gouvernement de la RCA:

- Réformer le secteur de la sécurité et écarter les auteurs de crimes graves de leurs positions. Policiers et gendarmes doivent être formés et soutenus pour remplir leur mandat de protection, et non pas s'attaquer aux civils.
- Traduire les responsables de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international en justice. Le gouvernement devrait soutenir l'appareil judiciaire pour assurer que les tribunaux peuvent fonctionner indépendamment et équitablement. Cela contribuera à accroître la confiance du public dans le système judiciaire et le développement d'un État de Droit.
- Prioriser la fourniture de services de base, y compris l'éducation, les soins de santé, et les infrastructures (par exemple, le réseau routier).

À la société civile et la communauté internationale:

- Continuer à mettre la pression sur le gouvernement, les partis politiques et les groupes armés afin de s'assurer que les élections et le processus de DDR sont effectivement mis en œuvre de manière libre, juste et transparente.
- Fournir suffisamment de soutien financier et technique au processus électoral, garantir des élections libres et équitables, et assurer une transition pacifique.
- Collaborer avec le gouvernement pour reconstruire les infrastructures et les services de base, et faire respecter la primauté du droit. L'accent mis sur les besoins humanitaires dans le Nord ne devrait pas empêcher d'adresser la pauvreté structurelle et chronique sur l'ensemble du pays. Les répondants identifient la paix, l'emploi et les services de base comme des priorités. Si ces priorités sont négligées, il sera difficile d'établir et de maintenir une stabilité physique et politique.
- Engager un dialogue avec la population pour lutter contre les violences domestiques et autres formes de violence au niveau local.
- Continuer à documenter les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et demander des comptes au gouvernement. La communauté internationale doit continuer à soutenir la société civile dans ses efforts visant à documenter les violations des droits et aider les victimes.
- La communauté internationale devrait également maintenir une mission de paix des Nations Unies en RCA pour l'avenir proche. Sa présence aidera à garantir un certain niveau de stabilité et permettra l'achèvement du programme de DDR, des élections, et la réforme du secteur de la sécurité.
- Elaborer une stratégie de sécurité régionale au-delà des frontières et des zones de non-droit aux zones frontalière

À la Cour Pénale Internationale:

- Augmenter l'information du public et des activités de sensibilisation, surtout à l'intérieur du pays. La proportion de répondants qui sont conscients de l'existence de la CPI est relativement élevée à Bangui, mais il y a encore une grande nécessité de cibler les groupes qui ont un accès limité aux médias.
- Reconsidérer la tenue des procédures in-situ en RCA, si la sécurité le permet. L'enquête a révélé un fort soutien aux procès locaux.
- Élargir la portée des enquêtes afin d'inclure des enquêtes sur les crimes graves commis dans le pays depuis 2002, surtout dans le Nord par tous les groupes armés.
- Collaborer avec les institutions nationales pour s'assurer que les enquêtes contribuent à l'établissement d'un record historique des événements en République Centrafricaine.

INTRODUCTION

PLUS D'UN PAYS DANS LE MONDE sont piégés dans un cycle de pauvreté, conflits, et destruction. Peu, cependant, ont reçu aussi peu d'attention que la République Centrafricaine (RCA). Depuis son indépendance de la France en 1960, la RCA a été marquée par de nombreuses tentatives de coup d'Etat militaire successives, certaines réussies, et des transitions violentes du pouvoir, laissant le pays fragmenté, sous-développés, et violent.² Le gouvernement a peu de contrôle en dehors de la capitale Bangui, et l'instabilité a été aggravée par les seigneurs de guerre, les rebelles, et mercenaires, qui utilisent librement les zones rurales reculées comme bases pour leurs opérations.³

Plusieurs opérations de maintien de la paix et les enquêtes menées par la Cour Pénale Internationale (CPI) en RCA ont fait la une des nouvelles internationales, mais la situation demeure relativement peu connue, en particulier comparativement aux conflits voisins au Darfour et en République Démocratique du Congo. Pourtant, c'est un moment critique pour la RCA. Les conflits au Darfour et la présence de l'Armée de Résistance du Seigneur dans le sud-est du pays, un groupe Ougandais connu pour ses atrocités, mettent en évidence la nécessité d'une approche régionale de la sécurité. Au niveau national, le pays est confronté à des défis en raison de la présence de plusieurs groupes armés, l'organisation des élections présidentielles, et le désarmement, la démobilisation, et la réintégration des ex-combattants.

Cette étude fournit des détails concernant la portée et l'ampleur des violences en RCA et de ses conséquences, ainsi qu'un aperçu de ce que les citoyens de la RCA pensent être la meilleure façon de rétablir la paix et reconstruire leur pays. L'objectif est d'éclairer l'élaboration des politiques qui auront une incidence sur les vies individuelle et collective des survivants pour les années à venir.

Bref Historique des Conflits et de l'Implication de la CPI

La situation politique en RCA a été instable depuis son indépendance de la France en 1960, et marquée par quatre coups d'Etat et bien d'autres tentatives qui ont échoué.⁴ Le coup d'État le plus récent est survenu en 2003, lorsque François Bozizé a pris le pouvoir à Ange-Félix Patassé. Patassé avait gagné les élections présidentielles en 1993. Sa présidence, cependant, a été marquée par une série de tentatives de coup d'Etat militaire, conduisant à l'implication d'une petite force onusienne. En 1999, Patassé a été réélu,

² International Crisis Group. Africa Briefing N°69: Central African Republic: Keeping the Dialogue Alive. Nairobi/Brussels: ICG, 2010; Berman EG, Lombard LN The Central African Republic and Small Arms. Geneva: Small Arms Survey, 2008.

³ International Crisis Group. Africa Report N°136: Central African Republic: Anatomy of a Phantom State. Nairobi/Brussels: ICG, 2007.

⁴ Berman, EG et al.

mais a échoué à réunir les différents groupes armés et les factions politiques, ouvrant la voie à une nouvelle vague de violence.

En 2001, l'ancien président Kolingba essaya de s'emparer du pouvoir, ce qui incita Patassé à solliciter l'assistance de Jean-Pierre Bemba, chef du Mouvement de Libération du Congo (MLC), un groupe rebelle supporté par l'Ouganda.⁵ Le MLC était actif dans le pays voisin, en République Démocratique du Congo, occupant la plus grande partie nord du pays, zone riveraine de la RCA. En fin de compte, le coup d'Etat échoua. Par la suite, Patassé accusa Bozizé, son chef d'état major, de déloyauté. Bozizé fui alors vers le Tchad, mais revint un an plus tard pour évincer Patassé. Les troupes de Bozizé atteignirent rapidement la capitale Bangui, conduisant à de violents combats. Afin de contenir les forces d'invasion, Patassé demanda à nouveau l'aide de Jean-Pierre Bemba. Les troupes de Bemba repoussèrent les rebelles vers le nord, mais par la même occasion se rendirent responsable d'atrocités de masse contre des civils. En fin de compte, Bozizé réussit à emparer du pouvoir en 2003. Bozizé maintint le pouvoir dans un gouvernement de transition et fut ensuite élu président lors d'élections générales en 2005, dans un processus politique controversé.

Jusqu'à ce jour l'instabilité continue, avec divers groupes rebelles actifs, principalement dans la partie Nord du pays. Peu de temps après les élections de 2005, des violences ont à nouveau éclaté dans le nord-ouest, provoquant le déplacement de plus de 100.000 civils.⁶ Parmi les groupes armés impliqués, on trouve l'Armée Populaire pour la Restauration de la République et de la Démocratie (APRD), des anciens membres de la garde présidentielle de Patassé et les groupes locaux d'auto-défense en quête de sécurité pour leurs communautés. Outre la lutte pour le pouvoir politique, la rébellion dans le nord-ouest est alimentée par la situation d'insécurité chronique, où des civils ont décidé de prendre les armes contre les bandits connus sous le nom de zaraguinas, qui s'en sont pris aux villages depuis des années.⁷

L'APRD a principalement visé les structures gouvernementales, mais ses forces ont été responsables d'enlèvements, d'extorsions, de recrutements forcés d'enfants, et de pillages. La garde présidentielle a répondu en procédant à une « sale guerre » contre les rebelles, qui a abouti à des attaques contre la population civile, brûlant des centaines d'habitations, et procédant à des exécutions sommaires.⁸

En 2006, une seconde rébellion a éclaté dans le nord du pays, dirigée par un autres ancien collaborateur de Patassé, Damane Zakaria, désormais chef de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR). L'UFDR a saisi plusieurs villes, tandis que le gouvernement de la RCA a accusé le Soudan d'être derrière ces attaques.⁹ La violence a fait des centaines de morts parmi les civils et a conduit à la destruction généralisée d'habitations, des pillages, exécutions sommaires, et l'utilisation d'enfants soldats.¹⁰

⁵ Kolingba a été président de la RCA entre 1981 et 1993. Il a pris le pouvoir à Dacko suite à un coup d'état, et il l'a perdu au bénéfice de Patassé dans les élections présidentielles de 1993.

⁶ Peter Bouckaert, Olivier Bercault and Human Rights Watch, *State of Anarchy: Rebellion and Abuses Against Civilians*. New York, NY: Human Rights Watch, 2007. UNOCHA, Fiche d'information République Centrafricaine, Juin 2007.

⁷ Ibid.

⁸ Ibid

⁹ CAR Rebels Seize Town Near Chad, BBC News, 30 October 2006 (site consulté le 23 Octobre 2009).

¹⁰ Bouckaert, Bercault and Human Rights Watch, *State of Anarchy: Rebellion and Abuses Against Civilians*.

Après des années de combats incessants, le pays a vu des signes de progrès pour mettre fin au conflit en Juin 2008, lorsque l'UFDR et l'APRD ont signé un accord de paix avec le gouvernement, y compris le désarmement et la démobilisation de leurs soldats.¹¹ Le Parlement a approuvé une loi d'amnistie la même année, couvrant les violences depuis 15 Mars 2003.¹² Bien que la loi d'amnistie ne couvre pas les crimes internationaux tels que définis par la CPI, elle contient une amnistie pour les crimes graves commis par l'armée de Bozizé et la garde présidentielle, les groupes rebelles en RCA, et dans une moindre mesure, les crimes potentiels commis par Ange-Félix Patassé et plusieurs de ses associés.¹³ En Décembre 2008, le gouvernement Centrafricain et les groupes rebelles rivaux ont ratifié une résolution visant à créer une Commission de Vérité et Réconciliation, mais les mécanismes de sa mise en œuvre sont encore à définir. Plus récemment, le processus a abouti à la création d'un gouvernement d'unité nationale comprenant deux chefs rebelles au début de 2009.¹⁴

Implication de la CPI

En 2002 et 2003, les violences généralisées commises par toutes les parties, y compris les troupes de Bemba, ont conduit les organisations locales des droits de l'homme affiliées à la Fédération Internationale pour des Droits de l'Homme (FIDH) à enquêter sur les crimes graves dans les quartiers les plus touchés de la capitale.¹⁵ Les éléments de preuve ont été envoyés à la CPI, nouvellement établie, pour suggérer une enquête officielle, et en Décembre 2004, le gouvernement de la RCA a officiellement déféré la situation à la Cour. Le Procureur a ouvert une enquête en Mai 2007. En mai de l'année suivante, la Chambre Préliminaire de la CPI a délivré le premier mandat d'arrêt dans le cadre de la situation en RCA, contre Jean-Pierre Bemba.¹⁶ Bemba, de voyage en Belgique à l'époque, a été arrêté le jour après que le mandat fut rendu public et a ensuite été transféré à La Haye. En 2009, la Chambre Préliminaire a confirmé les charges de deux crimes contre l'humanité (viols et assassinats) et trois crimes de guerre (viols, assassinats, et pillages) en tant que chef militaire. À ce jour, il est la seule personne à être jugé dans le cadre de la situation de la RCA. Le procès est prévu pour 2010.

¹¹ International Crisis Group, Central African Republic: Untangling the Political Dialogue, 2008.

¹² Thijs Bouwknecht. Central African Republic: amnesty for peace. Radio Netherlands Worldwide, <http://static.rnw.nl/migratie/www.rnw.nl/internationaljustice/icc/CAR/080930-car-amnesty-redirected> (September 30, 2008).

¹³ International Center for Transitional Justice, Regional Dynamics in Central Africa: Confronting Past Crimes at the National Level , www.ictj.org/static/Factsheets/ICTJ_CAR_fs2009.pdf (accessed October 23, 2009).

¹⁴ Touadera Names Rebels in New Central African Republic Govt, AFP , sec. 14, 9 December 2008 (accessed October 23, 2009)

¹⁵ Marlies Glasius, We ourselves, we are part of the Functioning: The ICC, Victims, and Civil Society in the Central African Republic, *African Affairs*, 108 (430) 2008: 49-67. International Federation for Human Rights. War Crimes in the Central African Republic: 'When the Elephants Fight, the Grass Suffers'. Paris: IFHR; 2003.

¹⁶ International Criminal Court, Prosecutor opens investigation in the Central African Republic (The Hague: ICC Press Release, 2007).

L'Étude

Objectifs

Depuis 2006, l'Initiative pour les Populations Vulnérables du Centre des Droits de l'Homme à l'Université de Californie, Berkeley a entrepris plusieurs études pour documenter l'expérience des populations touchées par les conflits et donner une voix aux survivants des violences et crimes graves. L'enquête en RCA visait à capturer les opinions et attitudes de la population à propos de l'impact des conflits passés et actuels, et les attitudes envers la paix, la justice et la reconstruction sociale. Les objectifs spécifiques de l'enquête étaient les suivants:

- Évaluer l'expérience de la population par rapport aux violences résultant des guerres et abus des droits de l'homme depuis 2002, ainsi que les incidents de violence familiale
- Comprendre les priorités et les besoins des civils touchés par les conflits armés
- Mesurer le sentiment de sécurité et le niveau de protection perçus par la population
- Examiner la cohésion sociale et la participation communautaire
- Capturer les attitudes envers la paix et la reconstruction sociale, y compris la réinsertion des ex-combattants
- Capturer les opinions et attitudes envers la résolution de différents conflits et les mécanismes de la justice, y compris la perception du système judiciaire national et de la Cour Pénale Internationale (CPI)

La méthodologie et les objectifs de l'étude sont semblables à d'autres études menées par l'Initiative pour les Populations Vulnérables au Cambodge, en République démocratique du Congo et en Ouganda. Cependant, le questionnaire et la méthodologie reflètent la spécificité de la nature des conflits et des préoccupations qui prévalaient en RCA au moment de l'étude. Les résultats de la recherche visent à soutenir le développement d'une réponse stratégique à la violence et à la crise humanitaire en RCA par les organisations non gouvernementales, le gouvernement, les agences internationales et la CPI.

Plan de Recherche et Échantillon

Ce rapport est basé sur une enquête menée parmi les résidents adultes dans cinq régions administratives de la République Centrafricaine: la capitale Bangui, et les préfectures de la Lobaye, Ombella M'Poko, Ouham, et Ouham Pendé. Les quatre préfectures et Bangui ont été choisis pour refléter l'éventail d'expérience des conflits en République Centrafricaine et pour assurer une représentation géographique du nord au sud. Ensemble, ces unités administratives représentent plus de la moitié de la population de la RCA (52%).

Dans chaque région, nous avons utilisé une méthode de sélection aléatoire systématique pour échantillonner les villages proportionnellement à la taille de la population, puis les ménages, et enfin les individus, pour des entretiens. Sur base de cette méthode, les villages ont été choisis au hasard parmi une

liste exhaustive des villages de chaque préfecture sélectionnés à l'aide des données du recensement général de la population 2003.¹⁷ Au total, 117 villages ont été sélectionnés, et 6 villages ont dû être remplacés par le village le plus proche accessible en raison de l'insécurité locale ou d'inaccessibilité.

Au sein de chaque village, les enquêteurs ont été affectés à des zones où ils ont sélectionné aléatoirement les ménages dans une direction choisie au hasard, à partir du centre de la zone. Dans chaque ménage, défini comme un groupe de personnes normalement dormant sous le même toit et mangeant ensemble, les intervieweurs ont sélectionné au hasard un adulte pour être interrogés à partir d'une liste de tous les adultes admissibles. Trois tentatives ont été faites pour contacter un ménage ou une personne avant de les remplacer.

La taille minimale de l'échantillon pour chacune des préfectures et Bangui était de 352 personnes, pour un échantillon total de 1760. Sur 2.192 ménages approchés pour des entrevues, 1.879 ont accepté de participer (taux de participation de 86%). Parmi ces 1.879 ménages, un total de 1.969 personnes ont été abordés, et 1879 ont participé aux entrevues (taux de participation de 95%, une personne choisie par ménage sélectionné).

Le Comité pour la Protection des Sujets Humains à l'Université de Californie, Berkeley a examiné et approuvé le protocole de l'étude en Octobre 2009. En République Centrafricaine, où aucune commission similaire n'existe, le protocole a été examiné et approuvé par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale. L'autorisation de mener des entrevues a également été obtenue auprès des autorités locales à chaque site d'enquête. Un consentement a été demandé à chaque participant sélectionné, et aucunes compensations monétaires, ou matérielles n'ont été offertes.

Instruments de Recherche

Les entrevues ont été effectuées en utilisant un questionnaire semi-structuré standardisé portant sur (1) les caractéristiques démographiques, (2) les priorités et les services, (3) la santé, (4) la cohésion sociale et communautaire, (5) la sécurité et résolution des conflits, (6) les violences domestiques (7), la paix, (8) la justice et les responsabilités, (9) la Cour Pénale Internationale, (10) les mesures non-judiciaires pour les victimes et les réparations (11) les violences, et (12) l'impact psychologique des conflits. Le questionnaire a été développé par des experts dans le domaine et après consultation avec des experts locaux. Des options de réponse basées sur des entretiens pilotes ont été fournies aux enquêteurs pour le codage, mais n'ont jamais été lues aux participants à l'étude, à l'exception des questions employant un format d'échelle (par exemple, l'échelle de Likert). Un champ ouvert est toujours disponible pour enregistrer les réponses complètes.

Le questionnaire et le document de consentement ont été développés en français et puis indépendamment traduit en Sango, la principale langue locale parlée dans tout le pays. Une traduction indépendante du Sango au Français et des interviews pilotes ont été utilisées pour finaliser et valider l'instrument. Une fois que le questionnaire a été finalisé, il a été programmé dans un assistant numérique

¹⁷ 3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 (RGPH03).

personnel (Personal Digital Assistant - PDA) utilisant KoBo, notre logiciel de collecte de données sur mesure.¹⁸

L'utilisation de PDA permet aux interviewers d'encoder les données directement lors des entrevues. Les formulaires contiennent un système intégré de vérification qui réduit le risque de sauter des questions ou d'entrer des valeurs erronées, résultant en une meilleure qualité des données. Une synchronisation quotidienne des PDA avec un ordinateur central permet aux chercheurs de vérifier la cohérence et qualité des données.



FIGURE 1: COLLECTE DE DONNÉES NUMÉRIQUES

Collecte et Analyse des Données

La collecte de données a eu lieu pendant six semaines entre Novembre et Décembre 2009. Cinq équipes de deux hommes et de deux femmes, pour un total de vingt personnes, ont conduit les interviews sous la supervision des chercheurs du Centre des Droits de l'Homme. Les interviewers étaient des étudiants universitaires ou des professionnels avec une expérience dans la conduite de ce type de recherche. Avant la collecte de données, ils ont participé à un atelier de formation de huit jours couvrant les objectifs de l'étude et le contenu du questionnaire, les techniques d'interview, l'utilisation du PDA, et la résolution des problèmes techniques.¹⁹ La formation comprenait des entrevues simulées et des essais pilotes avec des individus aléatoirement choisis dans des emplacements non-inclus dans l'échantillon.

Durant l'étude, aux emplacements échantillonnés, chaque interviewer avait pour objectif de conduire quatre entrevues par jour, chacune durant en moyenne une heure. Les entrevues individuelles (face à face) ont été conduites de façon anonyme et confidentielle. En raison de la sensibilité de certaines des questions, les interviewers ont été affectés aux répondants de même sexe. Une fois sélectionnés, les interviewers devaient obtenir des participants un consentement oral plutôt qu'écrit, en raison du taux élevé d'analphabétisme en RCA. Après la collecte des données, les résultats ont été importés pour analyse avec le *Statistical Package for Social Science* (SPSS). Tous les résultats présentés ici sont ajustés pour la

¹⁸ Depuis 2007, le Centre des Droits de l'Homme a développé des outils pour faciliter la collecte de données électroniques.

¹⁹ Les PDA sont conçus pour être utilisés par les interviewers qui n'ont pas ou peu d'expérience en informatique.

méthodologie complexes d'échantillonnage, et un coefficient pondérateur. Ceci permet d'obtenir des résultats représentatifs pour la région étudiée.

Limitations

Il y a plusieurs limitations inhérentes à la méthode et au contexte de l'étude. L'échantillon a été conçu pour être représentatif de la région à l'étude, pas pour la totalité de la RCA, puisque les interviews ont été conduites dans une partie du pays seulement. Certains villages, ménages, et individus ont dû être remplacés. Comment les individus remplacés pourraient différer de ceux interviewés est incertain. En outre, il est possible que des réponses aient été influencées par un rappel imprécis de faits ou dates, la désirabilité sociale, et les préoccupations sur la sécurité dans les zones affectées par conflit armé. La formation des interviewers, l'utilisation d'un formulaire de consentement, l'anonymat des entrevues, la confidentialité, la supervision, et le contrôle de qualité tous ont été conçus pour réduire les biais et erreurs. Les concepts et termes utilisés pour cette étude n'ont pas été définis ou n'ont pas été expliqués aux participants pour éviter de les influencer. En conséquence, ils étaient libres de les interpréter sur base de leur propre compréhension. Pour adresser cette limitation, nous avons demandé aux répondants de définir les concepts principaux (par exemple, paix, justice), et dans tout le questionnaire, nous avons soigneusement choisi le langage et la traduction qui éviteraient une mauvaise compréhension ou interprétation des questions.

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

L'ÉTUDE S'EST DÉROULÉE dans la capitale, Bangui, et quatre des seize préfectures: Lobaye, Ombella M'Poko, Ouham and Ouham Pendé. Les préfectures ont été choisies pour refléter l'éventail d'expériences des conflits armés en République Centrafricaine et pour fournir une unité géographique du nord au sud. D'autres régions touchées par les conflits n'ont pas été incluses dans cette étude mais devraient être considérés pour de futures recherches. Au total, 1879 entrevues ont été menées dans 117 villages et quartiers. Les résultats sont représentatifs de la population adulte au niveau des préfectures.

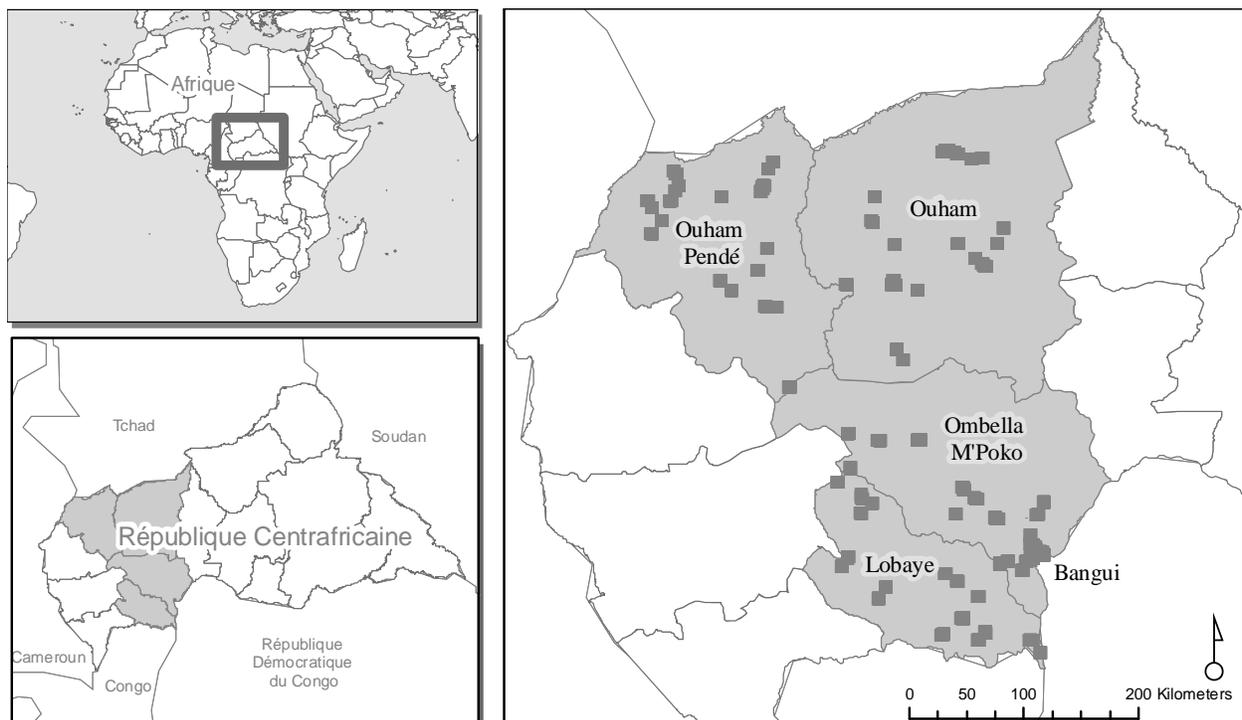


FIGURE 2: DISTRIBUTION DE L'ÉCHANTILLON

Les équipes d'interviewers étaient composées d'un nombre égal d'hommes et de femmes et ont été affectés à des répondants du même sexe. L'âge moyen des répondants était de 36 ans. La composition ethnique de l'échantillon est large, et comprenait principalement les Gbaya (24%), Karre (14%), Banda (11%), et Manza (9%). La composition ethnique varie considérablement selon les préfectures, comme illustré dans la figure suivante. La majorité des répondants se sont décrits comme étant mariés ou en partenariat (75%),

12 pourcent on dit être célibataire et n'ayant jamais été mariés, tandis que 8 pourcent étaient veufs/veuves, et 6 pourcent divorcés.

Le niveau moyen d'instruction était faible, avec 25 pourcent des répondants signalant n'avoir aucune éducation formelle, et 29 pourcent indiquant un enseignement primaire incomplet. Le niveau d'alphabétisation lors de cette étude (50%) est conforme à l'estimation du taux d'alphabétisation à l'échelle nationale (44% en 2008), et au-dessous de la moyenne régionale pour l'Afrique subsaharienne (62% pour la période 2000-2007).²⁰ Les résultats en matière d'éducation étaient les plus faibles dans les préfectures du nord, l'Ouham et Ouham Pendé, où plus de 75 pourcent ont déclaré n'avoir aucune éducation ou n'avoir pas achevé leurs études primaires. Ces deux préfectures ont également la plus forte proportion de ménages pauvres sur base des biens du ménage.²¹

		Bangui	Lobaye	Ombella M'Poko	Ouham	Ouham Pendé	Total
	Sexe (% femmes)	50	50	50	50	50	50
	Age (moyenne, années)	36.7	36.3	36.0	35.9	36.7	36.4
Statut Matrimonial	Marié, partenariat	64%	79%	75%	81%	82%	75%
	Célibataire, jamais marié	20%	10%	11%	6%	6%	12%
	Veuf / Veuve	8%	7%	7%	10%	8%	8%
	Divorcé	8%	4%	7%	4%	4%	6%
Niveau d'Education	Aucun	6%	23%	19%	48%	41%	25%
	Primaire Incomplet	19%	36%	31%	30%	36%	29%
	Primaire Complet	14%	18%	14%	10%	7%	12%
	Secondaire Incomplet	39%	19%	28%	10%	15%	24%
	Secondaire Complet	10%	2%	5%	0%	1%	5%
	Technique/Professionnel	2%	1%	1%	1%	1%	1%
	Universitaire	10%	1%	2%	0%	0%	4%
	Autre	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Alphabétisation	% sachant lire	79%	44%	51%	23%	33%	50%
Biens	% quintile le plus pauvre	1%	10%	6%	39%	33%	17%

²⁰ Enquête Centrafricaine pour le Suivi Evaluation du Bien Etre (ECASEB), Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales, 2008; State of the World's Children, UNICEF, 2009.

²¹ La pauvreté en biens est une mesure commune de la pauvreté fondée sur la propriété d'un ensemble d'articles ménagers courants. Pour cette étude, nous avons évalué la propriété de 9 biens. Les répondants pouvaient avoir un score allant de 0 (aucun bien) à 9 (tous les biens). Les ménages pauvres sont définis comme ceux parmi le plus pauvre quintile de la propriété des biens. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une mesure de la pauvreté absolue, l'indicateur suggère la répartition géographique de la pauvreté. Il ne permet toutefois pas de comparaison entre pays.

Groupe Ethnique	Gbaya	22%	30%	16%	42%	16%	24%
	Karre	2%	1%	1%	0%	60%	14%
	Banda	20%	4%	7%	15%	1%	11%
	Manza (Mandja, Mandjia)	18%	2%	15%	5%	1%	9%
	Gbanou	3%	2%	27%	2%	1%	6%
	Yakoma	15%	2%	3%	0%	0%	5%
	Kaba	3%	1%	3%	6%	11%	5%
	Dagba	1%	0%	1%	24%	0%	5%
	Ngbaka-Bantou	3%	20%	6%	0%	0%	4%
	Mbati	2%	14%	4%	0%	0%	3%
	Mboum	1%	0%	0%	0%	7%	2%
	Ali	0%	4%	7%	1%	0%	2%
	Bati	1%	11%	1%	1%	0%	2%
	Other	0%	0%	0%	0%	0%	0%

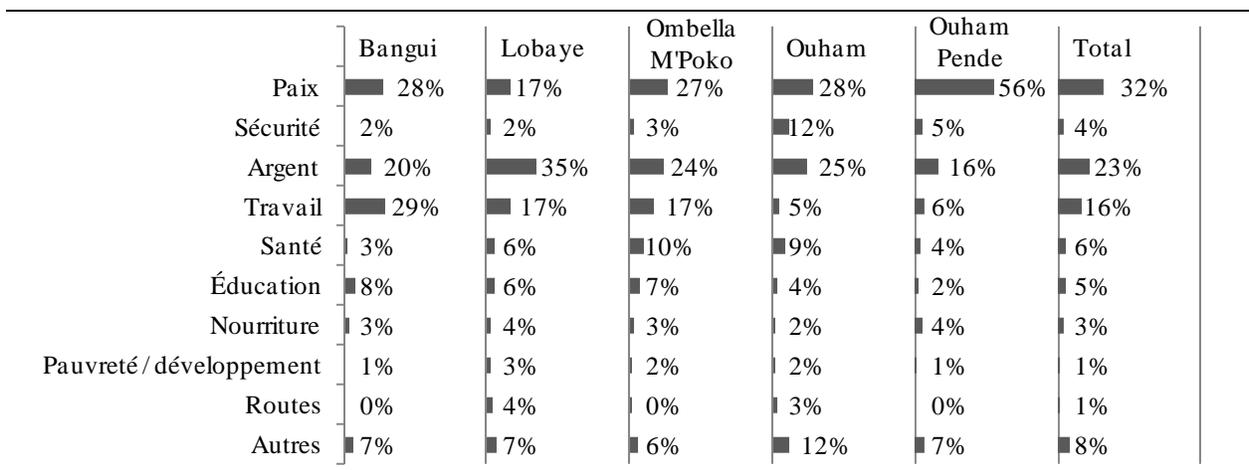
CONSTRUIRE LA PAIX

CONSTRUIRE UNE PAIX DURABLE exige la mise en place de la sécurité, d'un gouvernement légitime, de réformes institutionnelles afin de protéger les libertés civiles et la primauté du droit, ainsi que la revitalisation de l'économie et de la société civile, et la promotion de la reconstruction sociale et la réconciliation.²² Dans cette section, nous discutons de l'impact des violences en RCA sur les individus (par exemple exposition à la violence) et de leur perception des différents processus qui contribuent à la construction d'une paix durable.

Priorités: La Paix d'Abord

Afin de mieux comprendre les opinions de la population sur la façon de construire une paix durable, il leur a d'abord été demandé de définir leurs priorités actuelles. Compte tenu de l'instabilité politique et des conflits, la paix est logiquement la priorité la plus fréquemment mentionnée (32%). Les répondants définissent la paix comme un vaste concept social qui va au-delà de l'absence de violence et comprend l'absence de crainte (47%), vivre ensemble, unis (39%), la liberté (34%), avoir les besoins de base satisfaits (29%), l'absence de violence (26%), une bonne économie (21%), et avoir accès aux services de santé et d'éducation (15%).

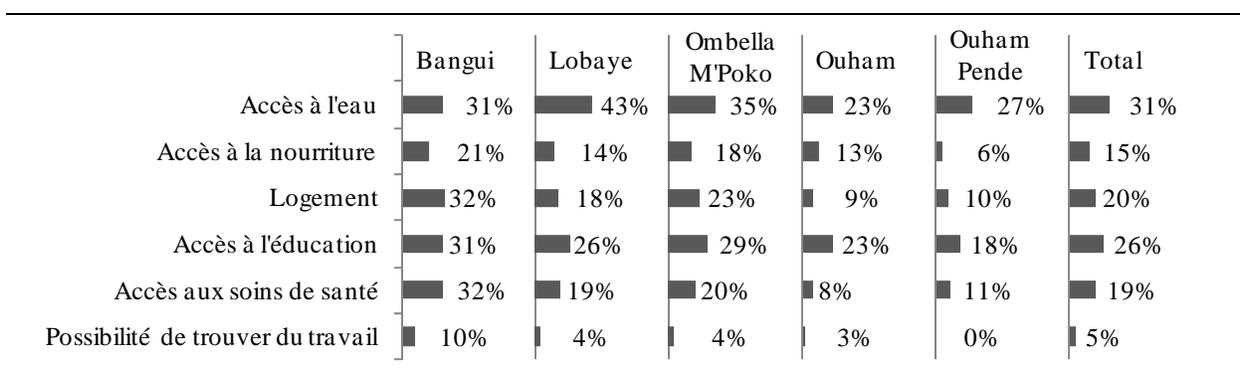
FIGURE 3: PRIORITES



²² Nicole Ball, "The Challenge of Rebuilding War-Torn Societies," in *Turbulent Peace: The Challenges of Managing International Conflicts*, ed. Chester A. Crocker, Fen Osler Hampson and Pamela R. Aall (Washington, DC: United States Institute of Peace Press, 2001).

Les moyens de subsistance sont également souvent cités parmi les priorités des répondants, y compris l'argent (23%), travail (16%), et les services y compris la santé (6%) et l'éducation (5%). Ces priorités reflètent les conditions de vie actuelles de la population et le manque d'accès aux services sociaux. De nombreux villages échantillonnés lors de l'enquête n'avaient pas d'infrastructures appropriées, tels que des écoles, et manquaient de fournitures scolaires et d'enseignants qualifiés. Lorsqu'on demandait aux participants leur perception de différents services, peu les ont définis comme bons ou très bons. Seulement un tiers d'entre eux ont classé leur accès à l'eau comme bon ou très bon. Une personne sur quatre ou moins ont classé leur accès à l'éducation et aux services de santé comme bon ou très bon. En effet, si ces services sont généralement disponibles dans les centres urbains et les villages importants, ils sont souvent insuffisantes ou de mauvaise qualité dans les zones rurales.

FIGURE 4: PERCEPTION DES SERVICES (% BON OU TRES BON)



Sécurité et Violence

Sécurité

La population définit fréquemment la paix en termes d'absence de violence (26%) et de ne plus avoir peur (47%). Ces résultats confirment que le renforcement de la protection et le rétablissement d'un sentiment de sécurité doivent nécessairement faire partie de tout effort de consolidation de la paix. Au moment de l'étude, une majorité de la population continuait à faire état de l'insécurité et d'un manque de protection. Les personnes interrogées ont été invitées à classer de «très bon» à «très mauvais» leur sentiment de sécurité physique dans une série de situations quotidiennes. C'est dans l'Ouham Pendé et Ouham que se trouvent les plus fortes proportions de personnes jugeant leur sécurité dans les situations proposées comme étant «mauvaise» ou «très mauvaise». Dans l'Ouham Pendé, jusqu'à 46 pourcent ont déclaré un mauvais ou très mauvais sentiment de sécurité en marchant la nuit dans leur village. Le sentiment de manque de sécurité est également fréquent dans la capitale, Bangui. Les situations pour lesquelles la population se sent le plus fréquemment en insécurité sont marcher de nuit dans la ville / village, rencontrer des inconnus, aller au village (ou ville) le plus proche.

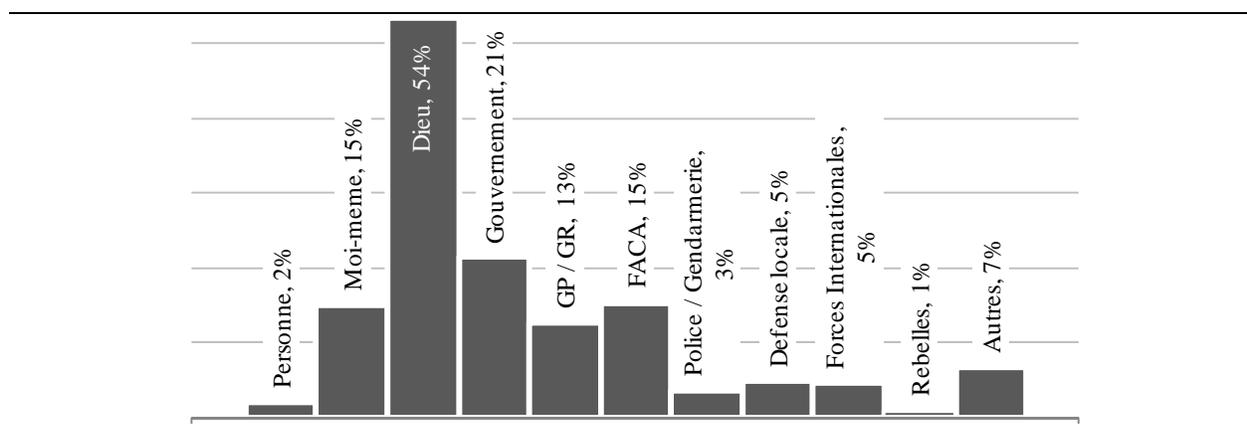
Lorsqu'on leur demandait qui, à leur avis, protège la population contre les violences, 54 pourcent des personnes interrogées ont déclaré «Dieu». Les personnes interrogées pouvaient donner plusieurs réponses, et 15 pourcent ont mentionné eux-mêmes comme source de protection. La moitié des

répondants (46%) mentionnait que personne, Dieu, ou eux-mêmes seulement comme assurant la sécurité. Les acteurs formels du secteur de la sécurité ne semblent pas être perçus comme donnant une protection adéquate. Moins de la moitié (45%) de la population a mentionné les forces gouvernementales, y compris le gouvernement lui-même (21%), la Garde Présidentielle / Garde Républicaine (GP / GR, 13%), les Forces Armées Centrafricaines (FACA, 15%), et la police / gendarmerie (3%).

FIGURE 5: SENTIMENT DE SÉCURITÉ (% MAUVAIS OU TRES MAUVAIS)

	Bangui	Lobaye	Ombella MPoko	Ouham	Ouham Pende	Total
La vie quotidienne	8%	3%	4%	23%	38%	16%
Se rendre aux champs, au travail	10%	2%	5%	25%	37%	17%
À dormir la nuit	23%	3%	9%	26%	44%	23%
Marcher dans le village la nuit	37%	6%	11%	29%	46%	29%
Se rendre au village le plus proche	33%	7%	11%	24%	40%	26%
Rencontrer des inconnus	25%	13%	17%	38%	38%	27%

FIGURE 6: QUI VOUS PROTÉGÉ?



Exposition à la Violence ²³

La perception du manque de sécurité parmi la population est renforcée par leur exposition fréquente à des événements violents. La figure suivante illustre l'exposition des personnes interrogées à une liste de 24 événements traumatisants. Parmi les répondants, 76 pourcent ont déclaré avoir été témoins d'au moins un événement de violence commis par des groupes armés: 64 pourcent avaient assisté à des pillages, 59

²³ Pour une discussion détaillée des résultats sur la violence, mortalité et santé mentale, voir Vinck P, Pham PN. Association of Exposure to Violence and Potential Traumatic Events with Self-Reported Physical and Mental Health Status in the Central African Republic *Journal of the American Medical Association* 2010; 304 (5): 544-552.

pourcent avaient été témoins de combat, 54 pourcent avaient été témoins de passages à tabac, 35 pourcent avaient été témoins de meurtres, et 21 pourcent avaient été témoins de violence sexuelle.

FIGURE 7: VIOLENCES

	Bangui	Lobaye	Ombella M'Poko	Ouham	Ouham Pende	Total	Last 12 months
Témoin de combats	66%	23%	53%	64%	72%	59%	6%
Témoin de pillages	61%	30%	51%	81%	84%	64%	12%
Témoin de violences physiques	50%	23%	41%	65%	80%	54%	12%
Témoin de tueries	31%	13%	27%	47%	51%	35%	6%
Témoin d'abus sexuels	16%	10%	13%	27%	38%	21%	4%
Bien détruits, volés	50%	22%	46%	85%	89%	61%	8%
Fuir le domicile / village	73%	42%	73%	96%	96%	79%	9%
Actuellement déplacé	8%	7%	10%	9%	13%	9%	
Etre séparé d'autres membres du ménage	52%	25%	51%	65%	76%	56%	6%
Etre attaqué physiquement, battu, torturé	14%	4%	13%	23%	42%	20%	4%
Etre au milieu de combats	25%	7%	21%	33%	46%	28%	3%
Etre menacé de mort	30%	12%	26%	43%	57%	35%	6%
Penser que vous aller mourir	55%	33%	55%	91%	84%	65%	8%
Mort d'un membre du ménage	31%	17%	27%	48%	57%	37%	4%
Etre prisonnier	4%	1%	4%	17%	28%	11%	2%
Avoir été enlevé	5%	1%	4%	13%	27%	10%	2%
Avoir été enlevé pour au moins une semaine	1%	0%	1%	4%	18%	5%	1%
Etre forcé de travailler	6%	2%	7%	25%	29%	14%	4%
Etre forcé de piller	2%	0%	2%	8%	14%	5%	2%
Etre forcé de battre quelqu'un	1%	0%	1%	3%	6%	2%	1%
Etre forcé de tuer	1%	0%	0%	1%	2%	1%	0%
Violences sexuelles par des groupes armés	3%	1%	3%	2%	8%	4%	1%
Violences sexuelles autres que groupes armés	3%	2%	3%	4%	6%	4%	1%
Etre forcé de commettre des abus sexuels	1%	1%	1%	1%	4%	2%	0%
Violences sexuelles par des groupes armés (% femmes)	5%	1%	6%	3%	14%	6%	1%
Violences sexuelles autres que groupes armés (% femmes)	3%	4%	6%	8%	11%	6%	2%

Un grand nombre de personnes interrogées ont signalé avoir été directement exposées à des événements liés au conflit, y compris les déplacements (79%) et la séparation forcée de membres du

ménage (56%). Un plus faible pourcentage a eu une expérience directe de violences, y compris être physiquement attaqué, battu, ou torturé (20%), être retenu prisonnier par des groupes armés (11%), ou être enlevé (10%). Les répondants ont également signalé différentes formes de contraintes imposées par les groupes armés: 14 pourcent ont déclaré avoir été forcé de travailler, 5 pourcent ont déclaré avoir été forcé de participer aux pillages, et 2 pourcent ont déclaré avoir été forcé de battre quelqu'un. Tous les événements liés aux groupes armés sont rapportés le plus fréquemment dans les préfectures du nord, dans l'Ouham et l'Ouham Pendé.

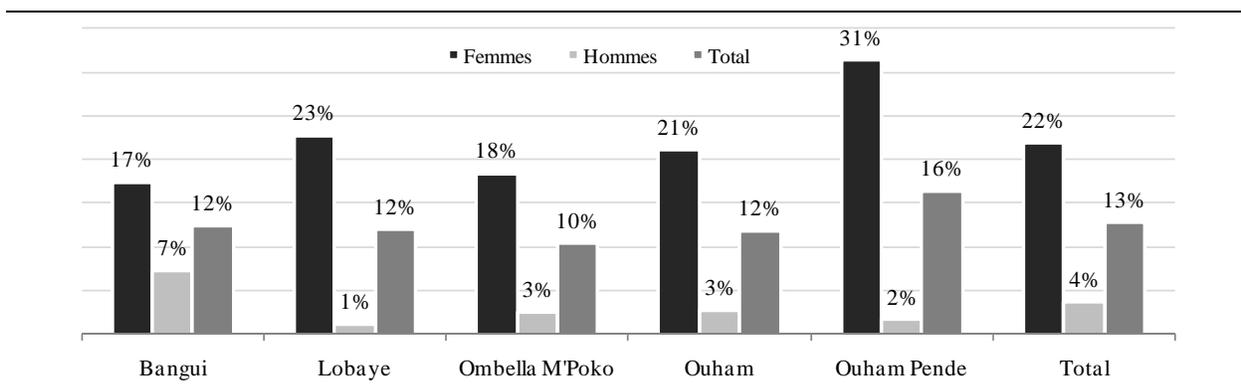
Parmi les personnes interrogées, 4 pourcent ont déclaré avoir subi des violences sexuelles commises par des groupes armés, et le même pourcentage (4%) ont signalé avoir été victime de violences sexuelles par des personnes autres que des groupes armés. Les violences sexuelles par des groupes armés sont significativement plus fréquentes parmi les femmes (6%) par rapport aux hommes (1%). Elles sont particulièrement répandues dans l'Ouham Pendé, où 14 pourcent des femmes ont déclaré en avoir fait l'expérience. Au-delà des violences physiques directes, deux tiers des répondants (65%) ont déclaré penser qu'ils mourraient à un moment donné pendant le conflit.

Les données sur l'incidence de ces événements au cours de l'année précédent l'enquête montrent le caractère continu de la violence, en particulier dans les préfectures de l'Ouham et Ouham Pendé. Dans ces préfectures, plus de 10 pourcent de la population interrogée a déclaré avoir assisté à des pillages et des violences physiques, avoir été contraints de fuir leur domicile ou leur village, avoir eu des biens volés ou détruits, et avoir été menacé de mort au cours des 12 derniers mois. Ces données montrent que la population civile en RCA, comme dans d'autres endroits touchés par la violence de masse, a payé un lourd tribut aux conflits successifs. Cette étude documente pour la première fois l'étendue de la violence.

Violences Domestiques

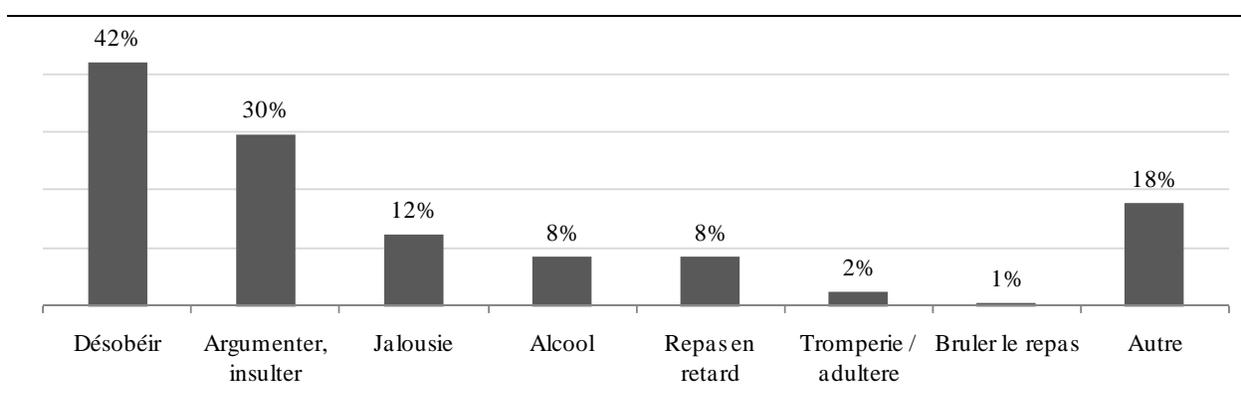
En plus de l'expérience des violences liées au conflit, cette étude cherchait à mieux comprendre l'exposition des personnes interrogées aux violences domestique. Quatorze pourcent des répondants ont indiqué qu'ils avaient déjà été gravement battus par quelqu'un de leur ménage. Toutefois, les résultats montrent une grande disparité entre les sexes: 22 pourcent des femmes ont signalé de graves coups physiques par un membre du ménage, comparativement à 4 pourcent des hommes.

FIGURE 8: EXPOSITION AUX VIOLENCES DOMESTIQUES



Parmi les femmes, les raisons principales signalées pour les violences domestiques étaient la désobéissance (42%), les disputes familiales (30%), la jalousie (12%), servir le repas trop tard (8%), et l'alcool (8%). Les circonstances pour lesquelles les personnes interrogées trouveraient acceptable de frapper violemment un membre du ménage étaient également explorées. Plus de la moitié (58%) n'ont trouvé aucunes circonstances qui justifieraient de tels actes. Un tiers des répondants ont dit qu'il serait acceptable de battre un membre du ménage qui désobéi (33%) ou ceux qui argumentent et insultent (17%). Seule une minorité indique que ce serait acceptable en cas de tromperie / adultère (4%), si le repas est servi en retard (1%), ou si le repas est brulé (<1%). Enfin, 39 pourcent des personnes interrogées ont dit avoir eux-mêmes sévèrement battu un membre du ménage dans de telles conditions. Il est important de noter que cela inclut la violence conjugale et les violences sur les enfants. Cela peut expliquer pourquoi 44 pourcent des femmes indiquent avoir commis de telles violences.

FIGURE 9: RAISONS PERCUES COMME ACCEPTABLE POUR LES VIOLENCES DOMESTIQUES



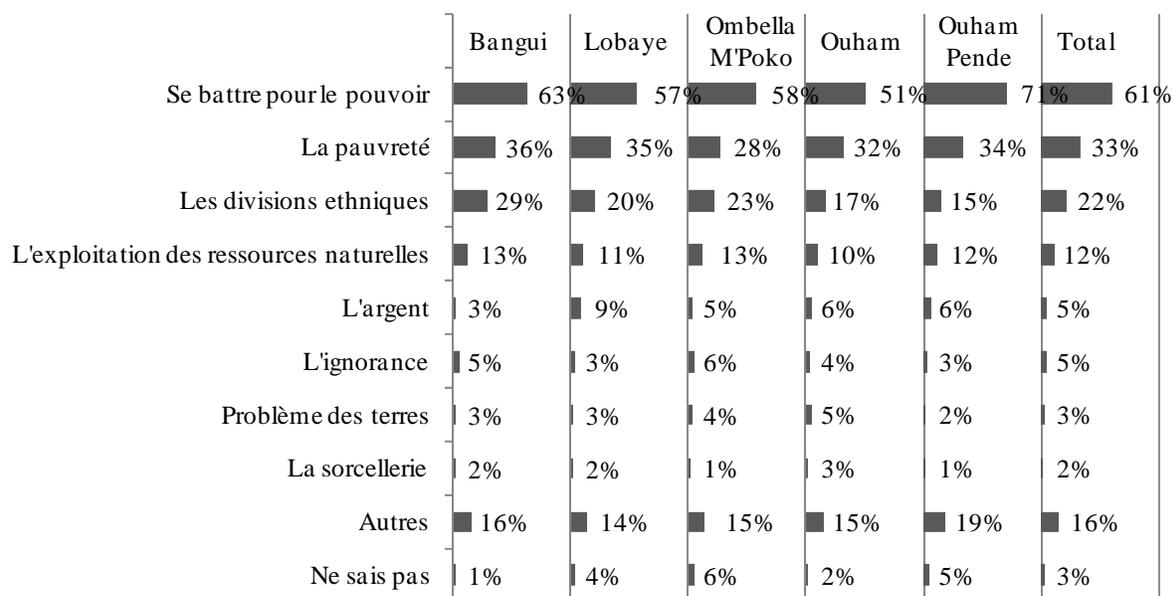
Établir la Paix

L'Origine des Conflits

Comme indiqué précédemment, établir la paix était la priorité la plus fréquente parmi la population participant à l'étude. Plusieurs questions étaient posées afin de comprendre ce qui, selon la population, devrait être fait pour parvenir à cette paix et identifier les causes profondes des violences. Pour une majorité (61%), la cause première est la lutte pouvoir le pouvoir entre les élites politiques. Environ un tiers (33%) des personnes interrogées estimaient que le conflit est ancré dans la pauvreté, et 22 pourcent, mentionnent les divisions ethniques. L'étude permettait de donner plusieurs réponses à cette question, et un grand nombre d'autres causes, souvent liées entre elles, ont été identifiées, telles que l'exploitation des ressources naturelles, l'argent, et l'accès à la terre. Ces causes identifiées par la population sont compatibles avec la littérature qui accuse «la militarisation de la politique en RCA et l'exclusivité ethnique des gouvernements successifs.»²⁴ De même, des problèmes structurels, notamment l'extrême pauvreté, sont également identifiées comme les causes profondes de la violence.

²⁴ International Crisis Group. Africa Report N°136 op. cit.

FIGURE 10: ORIGINES DES CONFLITS

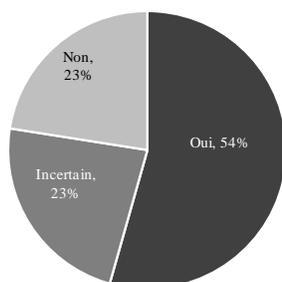


Moyens pour la Paix

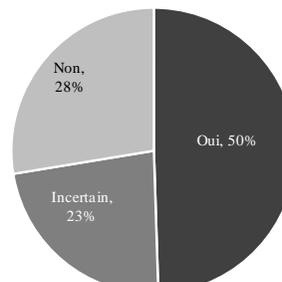
L'étude demandait ensuite si les personnes interrogées pensaient qu'il est possible pour la population de la RCA de vivre ensemble pacifiquement, et de vivre en paix avec les pays voisins. Pour les deux questions, environ la moitié de la population a répondu par l'affirmative, mais près d'un quart des répondants ne croyaient pas que ce soit possible. Les autres étaient incertaines. Les personnes interrogées dans l'Ouham et Ouham Pendé étaient généralement moins confiantes que la paix soit possible. Cela peut être dû à l'insécurité chroniques et aux problèmes économiques et de développement dans le Nord.

FIGURE 11: VIVRE EN PAIX

Est-il possible pour la population de la RCA de vivre ensemble en paix ? (% total)

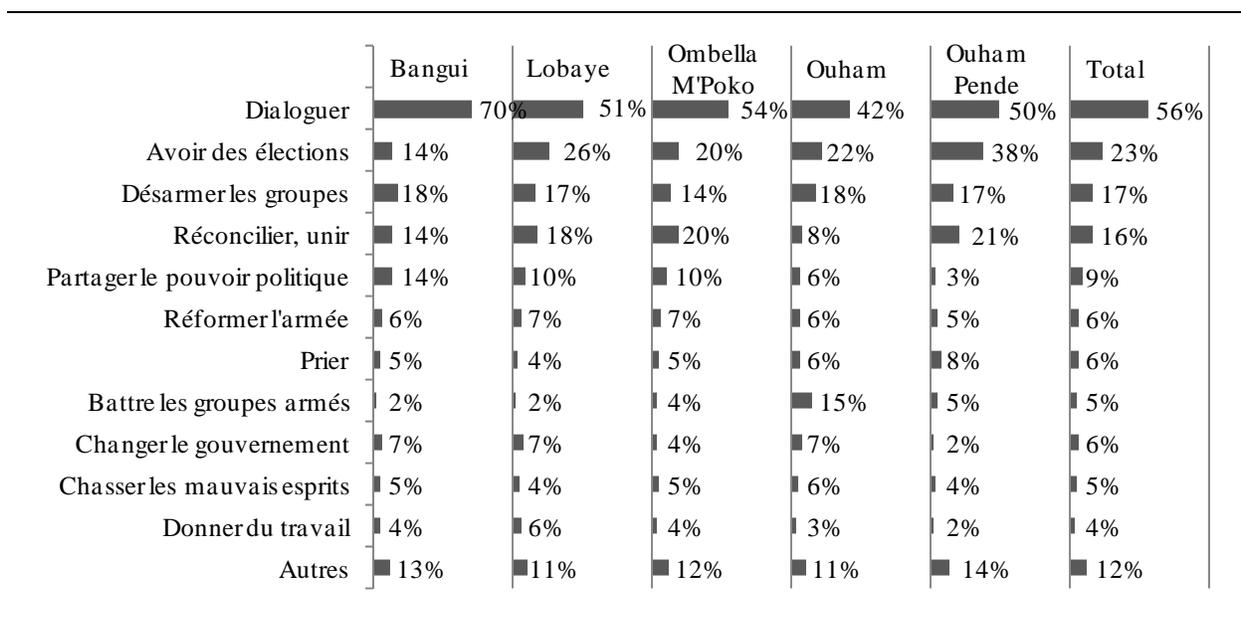


Est-il possible de vivre en paix avec les pays voisins ? (% total)



Pour plus de la moitié des personnes interrogées, un dialogue politique est nécessaire pour parvenir à une paix durable en RCA (56%). Une personne sur quatre (23%) parle d'élections, 17 pourcent mentionnent que les groupes armés doivent être désarmés, 16 pourcent proposent une sorte de réconciliation ou reconstruction de l'unité parmi la population, et 9 pourcent suggèrent que le pouvoir politique doit être partagé. Peu sont favorables à une solution militaire.

FIGURE 12: MOYENS POUR ETABLIR UNE PAIX DURABLE



Elections et Participation Sociale

La tenue d'élections libres et équitables et le respect des droits civils et politiques sont des éléments essentiels de l'approche contemporaine de consolidation de la paix. Toutefois, les élections peuvent également conduire les parties à se diviser plutôt que de se réconcilier.²⁵ Considérant l'histoire de la RCA, faite de coups, contrecoups et de violences récurrentes, les élections présentent une situation risquée. Les élections présidentielles et législatives étaient prévues en République Centrafricaine en 2010 et ont été reportées à 2011. Bien que les luttes pour le pouvoir politique soient une des causes profondes des violences identifiées par la population, une large proportion considère les élections et les changements de gouvernement comme une étape vers la paix.

Une grande majorité des personnes interrogées (94%) prévoyait de voter lors des prochaines élections. Ceux qui ont l'intention de voter disaient le faire parce que c'est leur devoir (38%), pour élire quelqu'un qui va aider le pays (34%), ou parce que les élections aideront à ramener la paix et la sécurité (12%). Ceux qui n'ont pas l'intention de voter affirmaient qu'ils n'ont tout simplement pas envie (28%),

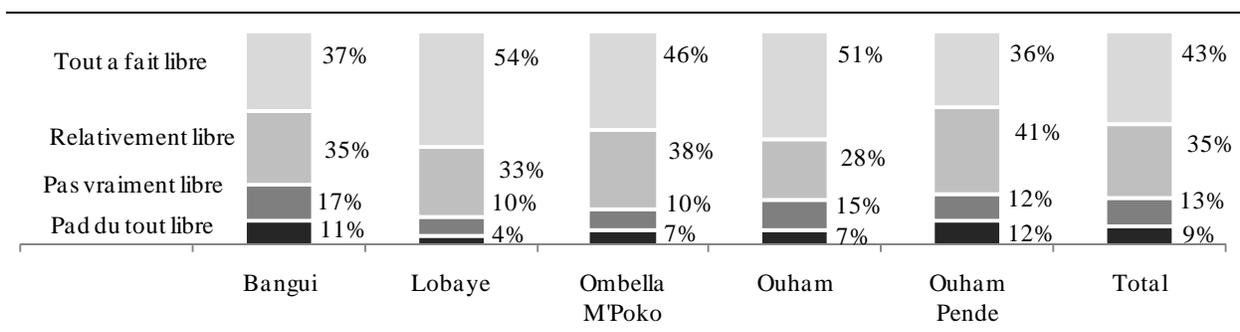
²⁵ Paris R. "Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism," *International Security*, Vol. 22, No.2 (Autumn, 1997), 54-89; Paris R. "International peacebuilding and the 'mission civilisatrice'," *Review of International Studies* (2002), 28, 637-56.

que ce serait inutile (33%), et / ou qu'ils ne sont pas intéressés par la politique (15%). Les intentions de vote sont compatibles avec le comportement de vote réel au cours des élections présidentielles de 2005. Une majorité de répondants (80%) ont dit avoir voté en 2005. Ceux qui n'avaient pas voté étaient le plus souvent trop jeunes en 2005 pour avoir voté (39%). La plupart des électeurs potentiels estimaient être libres de choisir pour qui voter: 77 pourcent déclaraient qu'ils seraient totalement libre, et 15 pourcent ont déclaré qu'ils seraient assez libre dans leur choix. Seulement 8 pourcent ont dit qu'ils ne seraient pas libres du tout, ou pas très libre de choisir pour qui voter.

L'étude a également exploré la participation sociale des personnes interrogées dans leur collectivité et la société dans son ensemble. Le renforcement des liens sociaux au sein des communautés et entre individus et l'État est un aspect essentiel de la transition de la guerre à la paix.²⁶ Au total, 85 pourcent de la population indiquait faire partie d'un groupe ou d'une association. La majorité d'entre eux étaient membres d'une église ou groupe religieux (84%). Le deuxième type le plus fréquent était les associations d'agriculteurs, avec 17 pourcent de la population qui déclarait faire partie d'un tel groupe. Les associations d'agriculteurs étaient particulièrement fréquentes dans l'Ouham Pendé (42%). D'autres groupes comprenaient des groupes de jeunes (9%), les associations de femmes (9%), des organisations politiques (8%), et des groupes de crédit (5%). La plupart des personnes interrogées se sentaient totalement libre (70%) ou plutôt libre (20%) d'adhérer à toute organisation, tandis que 10 pourcent pensaient ne pas être très libre (6%) ou pas du tout libre (4%) de le faire. Toutefois, la liberté d'expression était moins fréquente. Seulement 43 pourcent des personnes interrogées se sentaient totalement libre de dire ce qu'ils voulaient. La liberté d'expression est jugée moindre à Bangui, et dans l'Ouham et l'Ouham Pendé, probablement en raison de la poursuite du conflit et la présence de groupes armés.

Alors que les personnes interrogées déclaraient fréquemment être activement engagés dans la société, seulement une personne sur quatre (28%) ont déclarait avoir contacté un dirigeant de toute sorte (local, politique, société civile, etc.). Parmi eux, dans plus de la moitié des cas (58%), les répondants disaient avoir communiqué avec un chef religieux, tandis que 24 pourcent avait communiqué avec le chef de village, 14 pourcent avait contacté les dirigeants régionaux tels que le maire, préfet, ou son adjoint, et 14 pourcent avait contacté d'autres fonctionnaires du gouvernement (12%). L'étude n'a pas permis d'explorer le sujet de tels contacts.

FIGURE 13: PERCEPTION DE LA LIBERTE D'EXPRESSION



²⁶ Colletta, J. J. & Cullen, M. L. Violent Conflict and the Transformation of Social Capital. Washington, DC: International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, 2000.

Disputes Locales et Règlement des Disputes

Bien que l'exposition à la violence et les questions de consolidation de la paix soit principalement liées au conflit à grande échelle en RCA, cette étude a également évalué l'expérience des répondants en matière de conflits locaux. Une personne sur quatre (25%) a mentionné avoir connu une sorte de conflit au cours de l'année précédant l'enquête. La plupart de ces disputes étaient de nature domestique (48%) ou liées aux relations avec les voisins (13%). Moins de 10 pourcent ont rapporté des disputes liées à des vols (9%), à des constructions (7%), à des prêts d'argent / emprunts (6%), et à la terre (5%). Les conflits étaient le plus souvent réglés au sein de la famille (40%), suivis par le chef de village (29%) ou par des dirigeants religieux (15%). La police (5%) et le système judiciaire (4%) étaient rarement mentionnés. Les données sur les disputes locales et la résolution des disputes montrent peu de variation entre préfectures.

Perception des Ex-combattants et DDR

Pour arriver à une paix durable, il faut que les anciens belligérants soient désarmés.²⁷ Toutefois, la démobilisation, le désarmement et la réinsertion (DDR) des ex-combattants est un processus difficile. Au moment de l'enquête, un processus de DDR devait être mis en œuvre selon les accords entre le gouvernement et plusieurs groupes rebelles dans le Nord. Cependant, ce processus a connu plusieurs retards, provoquant des tensions entre groupes armés et le gouvernement. Pourtant, certaines personnes interrogées s'attendent à ce que le processus de DDR contribue à la paix: 17 pourcent mentionnent le désarmement comme moyen pour parvenir à une paix durable.

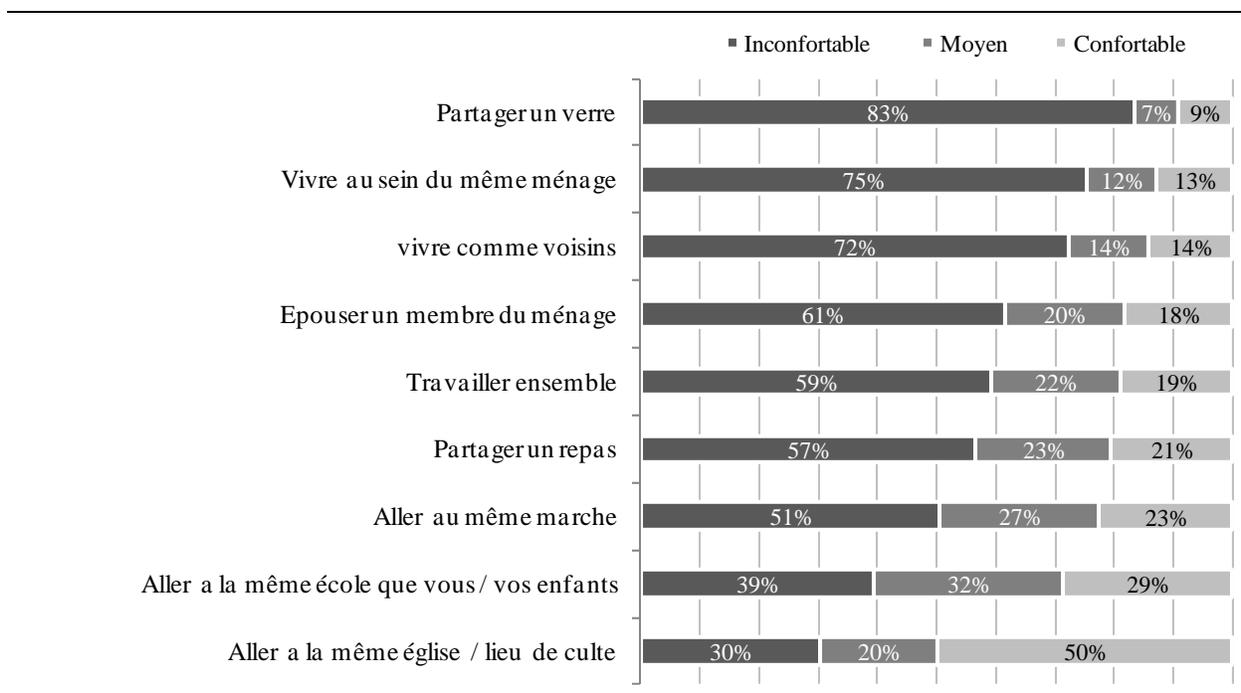
Pour l'étude, les personnes interrogées devaient en outre indiquer leur niveau de confort en présence d'ex-combattants, quelque soit le groupe armé, dans une série de situations hypothétiques qui reflètent des événements quotidiens ordinaires. Dans l'ensemble, les répondants étaient les moins confortables pour ce qui est de partager un verre avec des ex-combattants: 83 pourcent ont déclaré qu'ils seraient mal à l'aise dans cette situation. Des entretiens approfondis ont montré cela était dû d'abord à la fonction sociale du partage d'un verre, surtout d'alcool, considéré comme un signe de coopération et de cohésion, ainsi que la crainte que les anciens combattants ne deviennent violents sous l'influence de l'alcool. Les personnes interrogées ont également souvent dit être inconfortable à l'idée de vivre au sein du même ménage (75%) ou en tant que proches voisins (72%) d'ex-combattants. Plus de la moitié des sont aussi inconfortables si des ex-combattants devaient épouser un membre du ménage (61%), s'ils devaient travailler ensemble (59%), partager un repas (57%), ou aller au même marché (51%). Les situations les moins inconfortables sont celles où le contact direct n'est pas nécessaire comme aller à la même école (39%) ou à la même église (30%). Il n'y avait pas ou peu de différences entre les préfectures.

Ces résultats suggèrent que, bien que certains répondants aient des attentes élevées pour le DDR, la réinsertion des ex-combattants au sein de la population ne sera pas facile. Des interventions sont nécessaires pour adresser le manque de confort de la population à l'idée d'interagir avec des ex-combattants dans des situations diverses et veiller à ce que des ponts soient construits entre la

²⁷ Chester A. Crocker and Fen Osler Hampson, "Making Peace Settlements Work," *Foreign Policy*, No. 104 (Autumn, 1996), 54–71.

communauté et les ex-combattants. Une stratégie possible du programme de DDR est de renforcer l'éducation ou des programmes de sensibilisation. Une deuxième stratégie consiste à développer un programme communautaire qui donnerait à la population la possibilité d'interagir avec des ex-combattants dans un contexte non-menaçant. Une troisième stratégie possible consiste à développer un programme économique qui comprendrait à la fois les anciens combattants et des membres de la population, permettant à tous de bénéficier des programmes de DDR, sans qu'ils soient perçus comme favorisant les ex-combattants.

FIGURE 14: PERCEPTION DES EX-COMBATANTS



Information

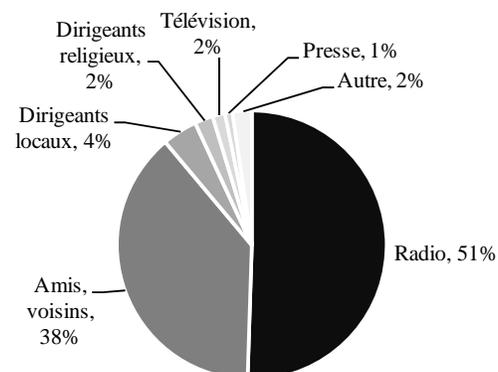
Les médias sont de plus en plus reconnus pour leurs rôles potentiels dans la consolidation de la paix et le marketing social.²⁸ L'étude comprenait plusieurs questions sur l'accès aux médias, les habitudes de consommation, et la perception des différentes sources d'information. Un quart des répondants (24%) estimaient qu'ils n'étaient pas du tout informés sur les événements et nouvelles de la RCA, tandis que près de la moitié (48%) disaient être moyennement informés, et 28 pourcent très informés. La population se dit généralement mieux informés sur ce qui se passe au niveau local, avec 44 pourcent très informés, 43 pourcent moyennement informés, et 13 pourcent pas du tout informés.

FIGURE 15: SOURCES PRINCIPALES D'INFORMATION

Source Principale	Bangui	Lobaye	Ombella Mpoko	Ouham	Ouham Pendé	Total
-------------------	--------	--------	---------------	-------	-------------	--------------

²⁸ Spurk, C. Media and peacebuilding: Concepts, actors and challenges, SwissPeace Working Paper Series; 2002.

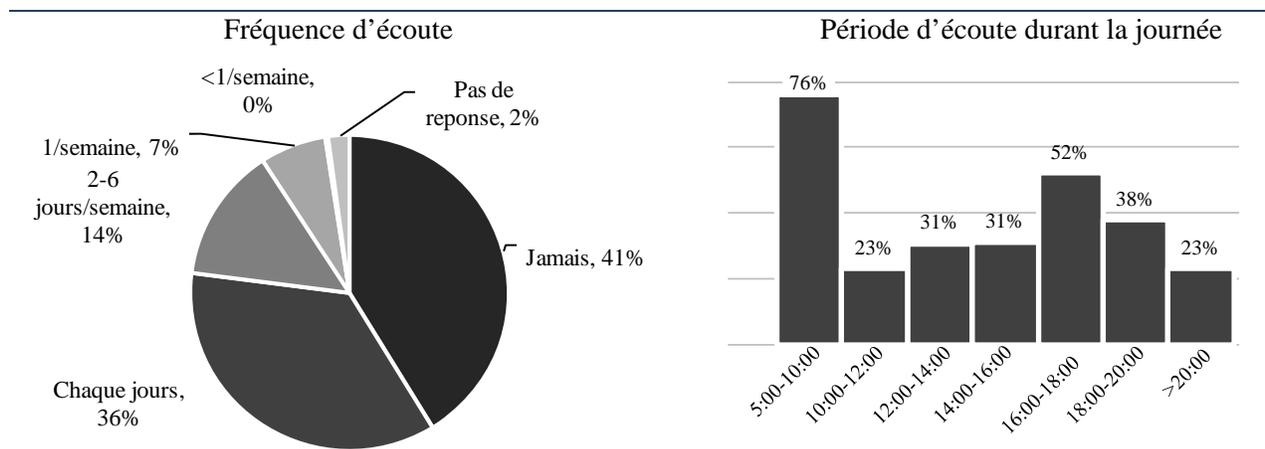
Radio	72%	50%	61%	26%	33%
Amis, voisins	19%	39%	32%	60%	53%
Dirigeants locaux	0%	8%	5%	5%	6%
Chefs religieux	1%	2%	2%	2%	5%
Télévision	5%	0%	0%	0%	0%
Presse	2%	0%	0%	0%	1%
Autre	1%	1%	0%	7%	2%



Les principales sources d'information sont identifiées comme étant la radio (51%) ou les amis et les voisins (38%). Peu de personnes interrogées ont identifié les dirigeants locaux (4%), les chefs religieux (2%), la télévision (2%), la presse écrite (1%) ou d'autres sources comme principales sources d'information. La radio est moins fréquemment la principale source d'information dans les préfectures du nord de l'Ouham et Ouham Pendé, un reflet de la pauvreté qui y règne, avec moins de ménages possédant ou ayant accès à une radio.

En ce qui concerne l'accès à la radio, 41 pourcent des personnes interrogées ont dit ne jamais écouté la radio, et 59 pourcent ont indiqué l'écouter au moins occasionnellement (36% sur une base quotidienne – pour 51% il s'agissait de la source d'information principale). Ils écoutent la radio le plus souvent tôt le matin (5:00 à 10:00, 76%), et en fin d'après-midi (16:00 à 18:00, 52%). Par rapport aux autres préfectures, c'est dans le nord, l'Ouham et l'Ouham Pendé, que la proportion de personnes écoutant la radio est la plus faible (35% dans les deux préfectures), et parmi eux, peu écoutent la radio sur une base quotidienne (env. 40%).

FIGURE 16: UTILISATION DE LA RADIO



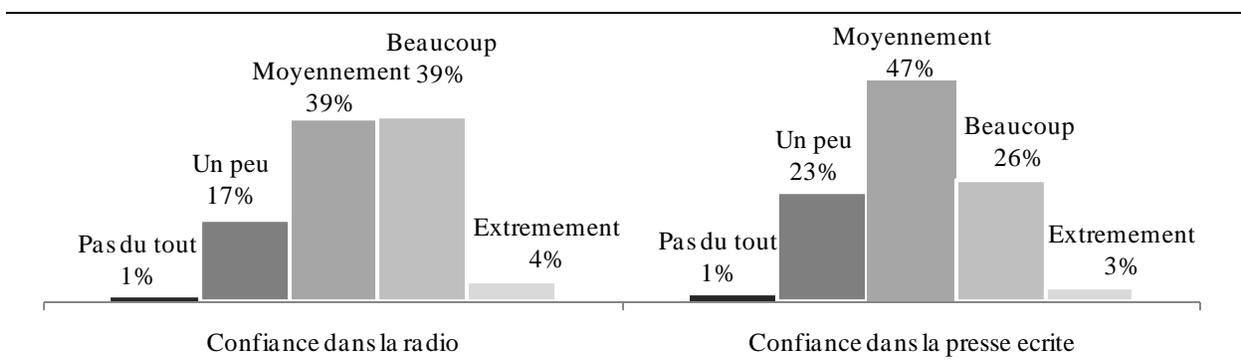
Les stations de radio les plus populaires sont Radio Centrafrique et Radio Ndeke Luka (respectivement 66% et 62% des personnes interrogées qui écoutent la radio écoutent ces stations). Un quart des personnes interrogées écoutent Radio Nehemie (24%) et RFI (23%) ; et plus de 10 pourcent sont des auditeurs d'Afrique # 1 (20%), et Radio ICDI (13%). D'autres radios ont été mentionnés, certaines

d'importance régionale. Radio Maria, par exemple, n'est écoutée que par 4 pourcent de l'ensemble des personnes interrogées, mais est la station préférée dans la préfecture de l'Ouham (34%). La population écoute principalement les nouvelles: 88 pourcent de ceux qui écoutent une radio signalent écouter les nouvelles. Les autres programmes fréquemment mentionnés sont les émissions religieuses (36%), les programmes sur la démocratie, la paix et la justice (36%), les annonces (35%), les programmes sur la santé (35%), et de la musique ou divertissement (31%).

Comme indiqué précédemment, les journaux et les médias imprimés sont rarement identifiés comme source principale d'information. Néanmoins, 20 pourcent des personnes interrogées ont déclaré lire un journal au moins occasionnellement: 3 pourcent lisent sur une base quotidienne, 7 pourcent plus d'une fois par semaine, 5 pourcent une fois par semaine, et 5 pourcent au moins une fois une semaine. La lecture des journaux est surtout fréquente à Bangui (45%) et dans une moindre mesure, dans l'Ombella M'Poko (18%) et la Lobaye (11%). Dans l'Ouham et Ouham Pendé, moins de 10 pourcent des répondants ont déclaré lire un journal au moins occasionnellement. Ceci est probablement dû à la fois à la faible disponibilité de journaux et au niveau élevé d'analphabétisme. Parmi ceux qui lisent un journal au moins occasionnellement, les journaux les plus lus à Bangui sont Le Citoyen (60%), Le Confident (36%), et L'Hirondelle (22%). Le Citoyen est également lu par plus de 50 pourcent des lecteurs de journaux dans l'Ombella M'Poko et la Lobaye. Dans l'Ouham et Ouham Pendé, les lecteurs ont déclaré lire essentiellement des brochures et publications religieuses.

Dans l'ensemble, seulement 2 pourcent des répondants ont indiqué la télévision comme leur principale source d'information. Toutefois, 26 pourcent ont déclaré regarder la télévision au moins occasionnellement, ce qui est plus que le nombre de personnes déclarant lire les journaux au moins occasionnellement. Encore une fois, les différences régionales sont importantes avec 58 pourcent de ceux qui vivent dans à Bangui qui disent avoir l'occasion de regarder la télévision, par rapport à 22 pourcent dans l'Ombella M'Poko, 17 pourcent dans la Lobaye, 7 pourcent dans l'Ouham Pendé, et 3 pourcent dans l'Ouham. Enfin, le niveau de confiance dans les médias, sur une échelle de pas du tout confiant à très confiant, montre que parmi ceux qui écoutent la radio, 43 pourcent sont beaucoup ou extrêmement confiant dans cette source d'information. Parmi les lecteurs de journaux, la confiance est moindre (29%).

FIGURE 17: CONFIANCE DANS LES MEDIAS



CHERCHER LA JUSTICE

Responsabilisation, Justice et Pardon

Responsabilisation et Attitudes Envers les Auteurs Présumés des Violences

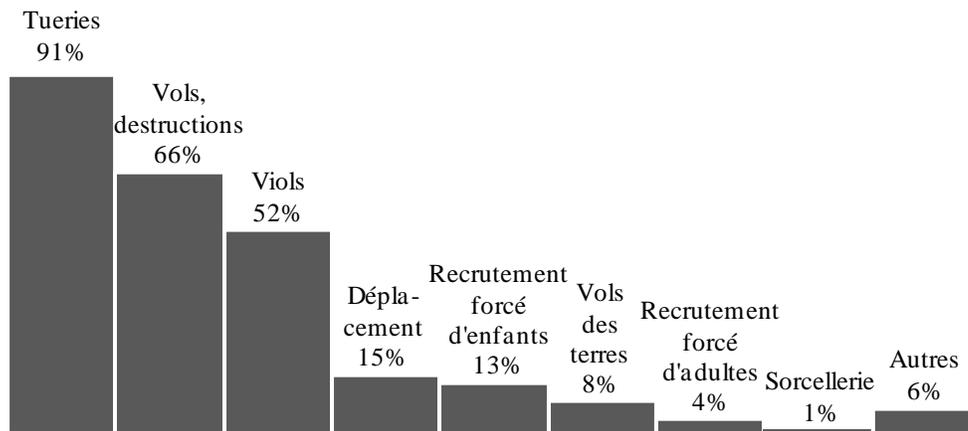
Bien que la responsabilité et la justice n'aient pas été souvent mentionnées comme priorités (1%), presque toutes les personnes interrogées (98%) pensaient qu'il est important que ceux responsables des violences pendant les conflits rendent des comptes. Ceci est cohérent avec ce que nous avons constaté dans d'autres études. Par exemple, dans l'est de la République démocratique du Congo, seulement 2 pourcent mentionnaient la justice parmi leurs priorités, et 85 pourcent estimaient qu'il est important que ceux responsables des violences rendent des comptes.²⁹ Dans le Nord de l'Ouganda, la justice était mentionnée comme une priorité par 3 pourcent de la population, mais 70 pourcent estimaient important que des comptes soient rendus pour les violences.³⁰ Ces résultats mettent en évidence que, si la paix, la sécurité, et les besoins de base peuvent être considérés comme prioritaires, la responsabilité est néanmoins importante pour ceux qui ont connu des conflits. En RCA, les personnes interrogées ont expliqué que cette responsabilisation est importante parce que c'est un devoir envers les victimes (50%), parce que les victimes doivent être indemnisées (48%), parce que la justice doit être faite (17%), et que les responsables doivent être punis (7%).

Les crimes présumés pour lesquels les auteurs doivent être tenus responsables ont été définis de manière large. Presque toutes les personnes interrogées ont mentionné les meurtres et les assassinats (91%), et plus de la moitié ont mentionné, les vols et destructions de biens (66%), et les viols et violences sexuelles (52%). Le déplacement forcé est moins fréquemment mentionné (15%), de même que le recrutement forcé d'enfants (8%) et d'autres crimes. Les réponses sont similaires dans toutes les préfectures, à l'exception des viols et violences sexuelles, qui ont été mentionnés par 63 pourcent des répondants à Bangui et dans l'Ombella M'Poko, mais moins fréquemment en Lobaye (49%), et dans l'Ouham Pendé (49%), et encore moins souvent dans l'Ouham (28%).

²⁹ Vinck P, Pham PN, Baldo S, Shigekane R (August 2008) Living with Fear: A Population-Based Survey on Attitudes about Peace, Justice and Social Reconstruction in Eastern Congo. Human Rights Center, University of California, Berkeley; Payson Center for International Development, Tulane University; International Center for Transitional Justice, New York.

³⁰ Pham PN, Vinck P, Stover E, Moss A, Wierda M (December 2007) When the War Ends. A Population-Based Survey on Attitudes about Peace, Justice and Social Reconstruction in Northern Uganda. Human Rights Center, University of California, Berkeley; Payson Center for International Development, Tulane University; International Center for Transitional Justice, New York.

FIGURE 18: CRIMES ET RESPONSABILISATION



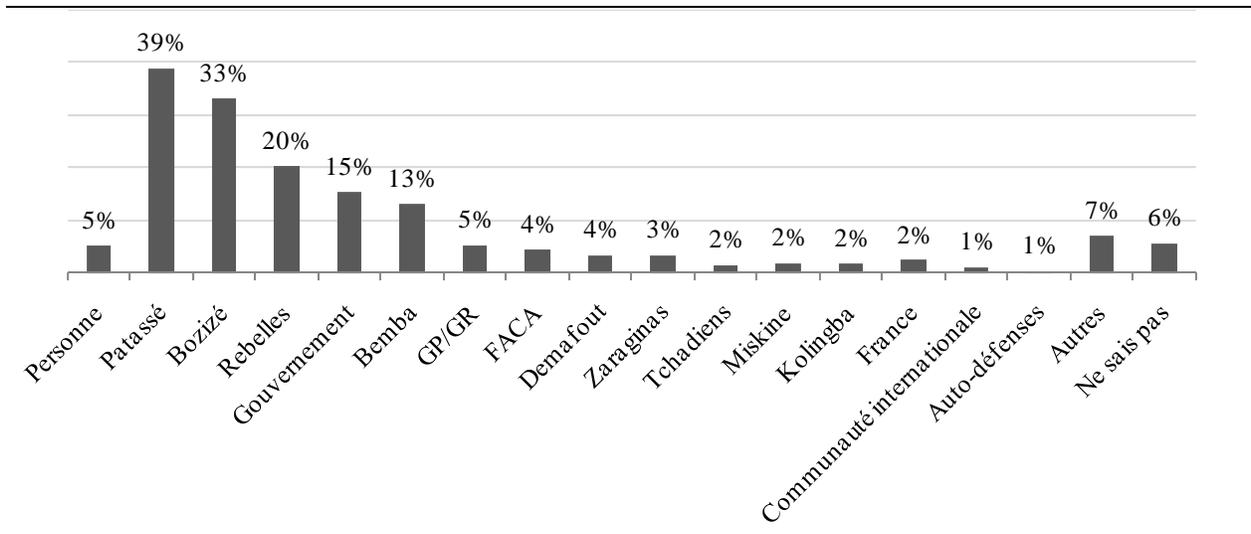
Les personnes interrogées ont en outre indiqué qui, à leur avis, devrait être tenu responsable. Elles ont identifié une série d'acteurs reflétant la nature complexe et variée des conflits en RCA. Comme pour toutes les questions précédentes dans cette enquête, les questions étaient ouvertes, sans option de réponse fournies aux personnes interrogées, ce qui permet aux répondants de donner n'importe quelle réponse, et autant de réponses qu'ils le souhaitent. Dans l'ensemble, la plupart des répondants ont indiqué les membres du gouvernement actuel ou précédent: 39 pourcent ont identifié l'ancien président Ange-Félix Patassé, alors que l'actuel président François Bozizé a été mentionné par 33 pourcent. Les groupes rebelles, en général sans attribution à un nom spécifique, ont été mentionnés par 20 pourcent des personnes interrogées, et le gouvernement actuel par 15 pourcent. Il y avait d'importantes différences entre les préfectures, avec l'ancien président mentionné moins fréquemment dans les préfectures du nord, tandis que le président actuel est le plus souvent mentionné dans l'Ouham Pendé. Cela pourrait refléter l'augmentation de la manipulation du tribalisme et du régionalisme pour des gains politiques.³¹ Bien que l'armée aurait été impliquée dans de nombreux crimes, peu de répondants ont mentionné la garde présidentielle / républicaine (GP / GR) et les Forces Armées Centrafricaines (FACA). Il est possible que les personnes interrogées pensent que c'est le gouvernement et les politiciens qui sont responsables de la violence plutôt que les militaires qui suivent les ordres. Jean-Pierre Bemba, qui fait actuellement face à des accusations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité à la Cour Pénale Internationale, a été mentionné par 13 pourcent de tous les répondants. Il a souvent été mentionné dans l'Ombella M'Poko (21%), à Bangui (19%), et dans la Lobaye (14%).

Il était ensuite demandé aux personnes interrogées qui, à leur avis, devrait être en charge de faire rendre des comptes à ceux responsables des violences. Bien que beaucoup estimaient que le gouvernement lui-même devrait être tenu responsable des violences, près de la moitié (47%) de la population déclarait également que le gouvernement devrait être en charge de faire rendre des comptes. Des entrevues en profondeur avec des individus sélectionnés parmi la population donnent à penser que cette réponse est associée avec le système judiciaire formel, considérés comme faisant partie du

³¹ International Crisis Group. Africa Report N°136: Central African Republic: Anatomy of a Phantom State. Nairobi/Brussels: ICG, 2007.

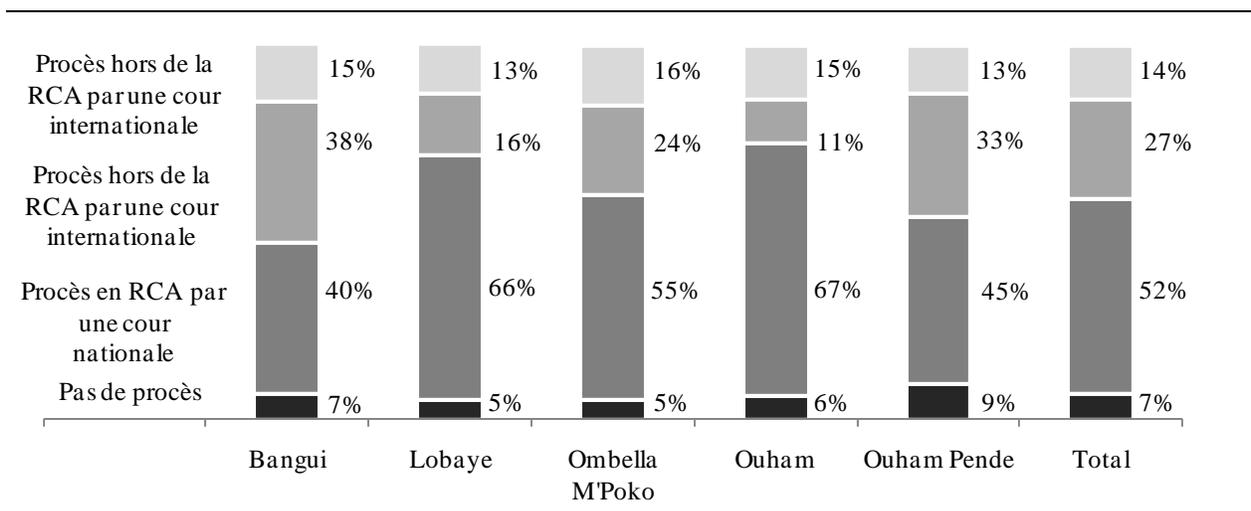
gouvernement. Le système judiciaire national est directement mentionné par 24 pourcent des répondants, et la même proportion (24%) déclarait que ce devrait être le rôle de la Cour Pénale Internationale.

FIGURE 19: QUI DEVRAIT ETRE TENU POUR RESPONSABLE?



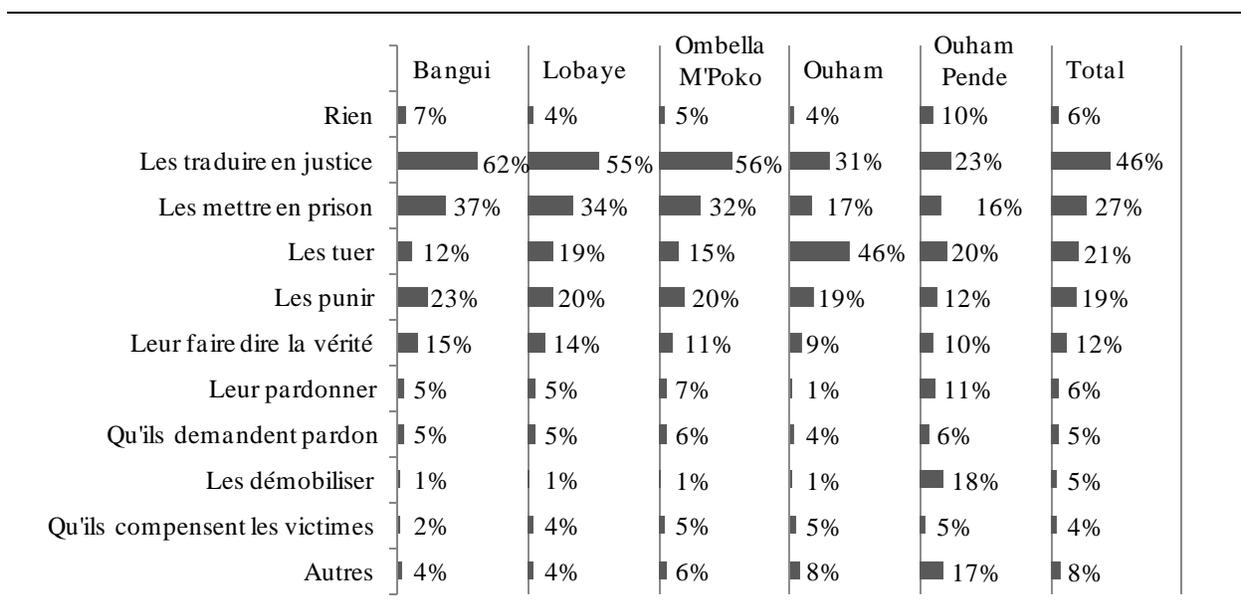
Pour mieux comprendre le type de mesures judiciaires que les répondants aimeraient voir mis en œuvre en RCA, les interviewers demandait aux personnes interrogées de faire un choix parmi quatre options pour la tenue de procès, national ou international, en RCA ou hors de la RCA. La plupart des répondants (52%) était favorable à un procès en RCA par le système judiciaire national. Le deuxième choix était un procès par un tribunal international en RCA (27%), tandis que 14 pourcent étaient en faveur d'un procès par un tribunal international hors de la RCA. Seulement 7 pourcent favorisait ne pas avoir de procès du tout.

FIGURE 20: OPTIONS DE PROCÈS



Les questions concernant le secteur judiciaire national seront examinées dans la section suivante. Avant cela, cependant, les personnes interrogées devaient répondre à une question plus générale sur ce qui doit arriver à ceux qui ont commis des violences. Les réponses les plus fréquentes concernaient les sanctions et la répression: 46 pourcent ont dit qu'ils devraient faire face à la justice et être jugé par un tribunal, 27 pourcent ont dit qu'ils devraient être mis en prison, 21 pourcent ont dit qu'ils devraient être tués, et 19 pourcent ont dit qu'ils devraient être punis. Une moindre proportion de la population a dit qu'ils devraient être pardonné (5%), demander pardon (5%), et / ou dire la vérité sur leurs actes (6%).

FIGURE 21: QUE DEVRAIT-IL ARRIVER A CEUX RESPONSABLES DES VIOLENCES



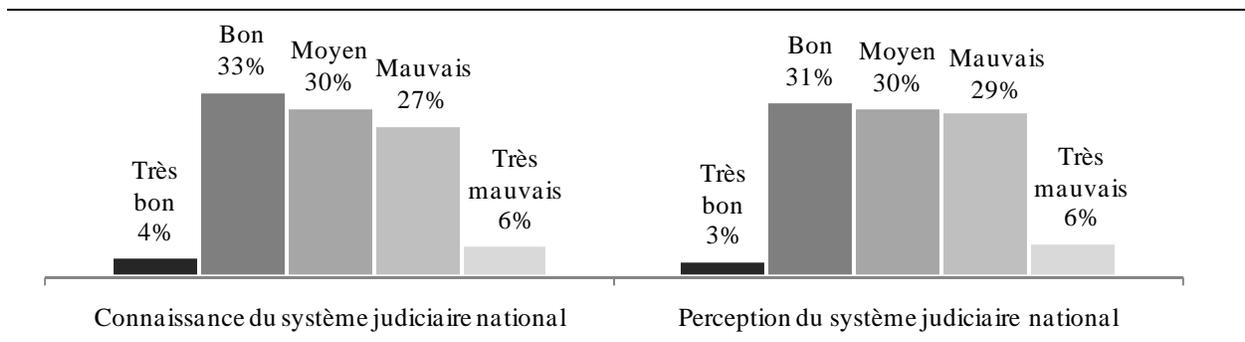
Ces données suggèrent que la responsabilisation et la justice pour des crimes graves sont importantes pour la population en RCA. L'enquête suggère en outre que les répondants voient ces mesures comme importantes pour la paix. Plus de quatre personnes interrogées sur cinq estimaient qu'il est impossible d'avoir la paix si l'impunité continue.

Définitions de la Justice et le Secteur Judiciaire

Comme indiqué précédemment, le système judiciaire national est fréquemment proposé comme instance de choix pour faire rendre des comptes à ceux qui sont responsables des violences commises pendant les conflits. Un procès en RCA par le système judiciaire national est l'option préférée comme forme de procès. Une série de questions supplémentaires visait à évaluer la perception du système judiciaire national parmi la population. Comme dans le nord de l'Ouganda, en RDC, au Rwanda, ou au Cambodge, les répondants en RCA définissaient la justice au sens large. Interrogé sur le sens de la justice, la population mentionnait le plus souvent l'application stricte de la loi (51%), le procès des personnes ayant commis des infractions (31%), être juste ou équitable (26%), et savoir qui a raison et qui a tort (17%).

Comme la discussion sur la résolution des conflits locaux l'a montré, peu de répondants interagissent avec le système judiciaire national. Au contraire, la plupart des conflits locaux sont résolus par les familles elles-mêmes, les chefs de village, ou les chefs religieux. Cependant, 26 pourcent des personnes interrogées ont déclaré avoir eu une sorte de contact avec le système judiciaire formel au cours de leur vie. Le type de contact n'a pas été discuté. Interrogés sur leurs connaissances et leur opinion sur le système judiciaire national, 37 pourcent des répondants ont déclaré avoir une bonne ou très bonne connaissance de ce système, et 34 pourcent jugeaient la qualité de ce système comme étant bonne ou très bonne. A l'inverse, 33 pourcent estimaient que leur connaissance était mauvaise ou très mauvaise, et 36 pourcent en jugeaient la qualité comme mauvaise ou très mauvaise. Interrogés plus encore sur leur opinion, 46 pourcent des répondants estimaient que le système judiciaire national était bon et faisait son travail. Toutefois, 39 pourcent disaient que le système est corrompu. Parmi eux, 29 pourcent ont dit que la justice est seulement pour les riches, et injuste pour les pauvres, 25 pourcent ont dit les juges et les avocats ne font pas leur travail, et 9 pourcent ont dit les criminels restent impunis. Un tiers (32%) a déclaré connaître directement des cas d'emprisonnement injuste, et 28 pourcent ont déclaré connaître des avocats et / ou des juges corrompus.

FIGURE 22: CONNAISSANCE ET PERCEPTION DU SYSTÈME JUDICIAIRE NATIONAL



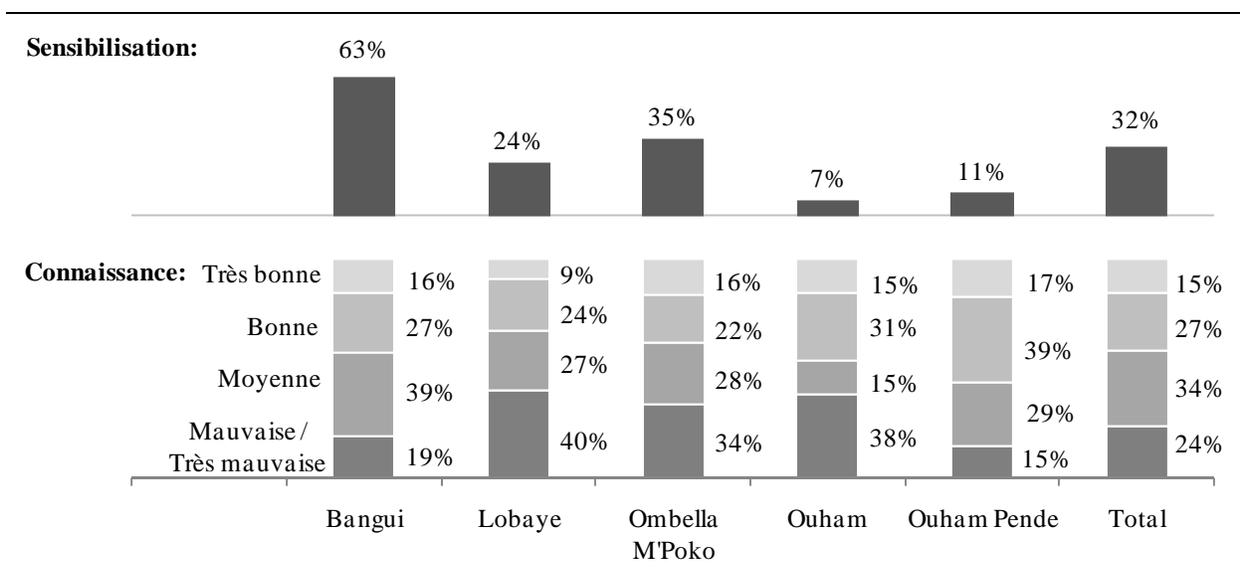
Pardon et Vengeance

Malgré ce qui semble être une forte demande de responsabilisations et de punitions, une majorité des personnes interrogées (61%) disait qu'il est possible de pardonner à ceux responsables des violences, et 44 pourcent disent avoir déjà pardonné au moins certains de ces responsables. Néanmoins, pour que le pardon puisse avoir lieu, une majorité de la population a déclaré que les responsables devraient d'abord présenter des excuses (40%), avouer la vérité (37%), modifier leur comportement (31%), montrer du remord (27%), être puni (16 %), ou d'indemniser les victimes pour leurs pertes (12%). Comme cette gamme des réponses illustre, le pardon ne vient pas facilement. En outre, bien que de nombreuses personnes interrogées aient dit qu'il est possible de pardonner, elles signalaient également fréquemment des sentiments de haine pour ceux qui ont commis des violences (57%). Plus d'un répondant sur quatre (27%) indiquait qu'ils chercheraient à se venger si c'était possible. Cela illustre la relation complexe entre la responsabilisation, le pardon et le désir de vengeance. Ces concepts ne sont ni exclusifs ni collectivement exhaustifs.

La Cour Pénale Internationale³²

Au moment de l'étude, la CPI commençait ses activités de sensibilisation à l'intérieur du pays, après avoir concentré ses activités sur la capitale, Bangui, et, dans une moindre mesure, la Lobaye et l'Ombella M'Poko. Globalement, un tiers de la population dans la zone de l'étude indiquait avoir entendu parler de la CPI.³³ La sensibilisation à l'existence de la Cour était la plus forte à Bangui (63%), probablement en raison du meilleur accès aux médias, un plus haut niveau moyen d'éducation, et des activités de communication par la Cour elle-même. Dans l'Ombella M'Poko et la Lobaye, respectivement 35 pourcent et 24 pourcent de la population avait entendu parler de la CPI. Ces pourcentages relativement élevés peuvent être expliqués par un accès aux médias relativement bon (surtout dans les zones proches de la capitale Bangui), ainsi que dans un intérêt spécifique pour le procès de Jean-Pierre Bemba, accusé des violences qui ont eu lieu dans ces préfectures. Un plus faible accès aux médias, le contexte de violences et l'absence d'activités par la Cour peuvent expliquer pourquoi la sensibilisation à l'existence de la Cour était la plus faible dans l'Ouham Pendé (11%), et l'Ouham (7%)

FIGURE 23: CONNAISSANCE ET PERCEPTION DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE



Plusieurs questions étaient posées aux personnes ayant entendu parler de la CPI pour juger de leur connaissance et de leur perception de la cour. *Les résultats suivants représentent seulement ceux qui ont indiqué avoir entendu parler de la CPI.*

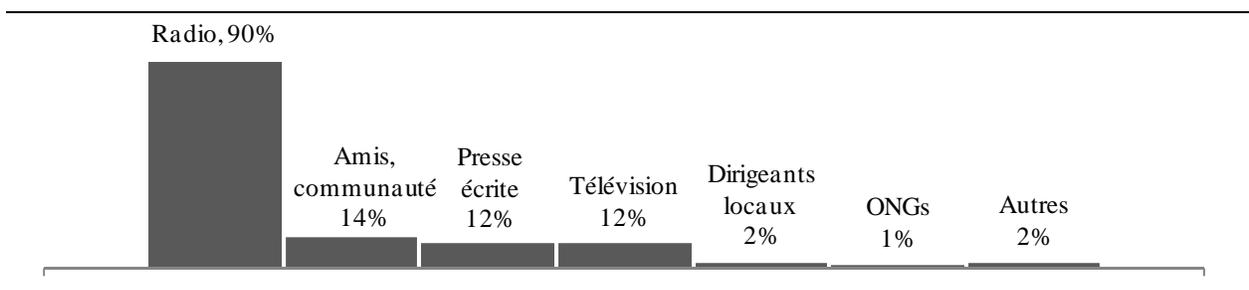
³² Une discussion et analyse détaillée des résultats sur la CPI est disponible: Vinck P, Pham PN. Outreach Evaluation: The International Criminal Court in the Central African Republic *International Journal of Transitional Justice (IJTJ)* 2010

³³ In comparison, awareness about the ICC in northern Uganda increased from 25% in 2005 to 60% in 2007. In eastern Democratic Republic of the Congo, 28% of the population had heard about the ICC in 2007. See Vinck et al. and Pham et al. op cited.

Les personnes interrogées ayant entendu parler de la CPI devaient en premier lieu juger de leur propre connaissance de la Cour (de très bonne à très mauvaise). Environ deux personnes sur cinq (42%) classaient leur connaissance comme bonne ou très bonne, 34 pourcent jugeaient leur connaissance moyenne, et 24 pourcent la classaient comme mauvaise ou très mauvaise. Dans l'Ouham et Ouham Pendé, la proportion de répondants jugeant leur connaissance comme bonne ou très bonne était supérieure à 50 pourcent, ce qui peut être dû au fait que peu ont entendu parler de la CPI, et ceux pour qui c'est le cas sont probablement parmi la proportion la plus éduquée et ayant le meilleur accès aux médias.

La radio était la source la plus fréquente d'information sur la CPI: 90 pourcent l'ont mentionné parmi leurs principales sources, beaucoup plus fréquemment que les amis et la communauté (14%), les journaux (12%), ou la télévision (12%). La télévision et les journaux ont été presque exclusivement mentionnés à Bangui, alors que dans les autres préfectures "les amis et la communauté" jouaient un rôle plus important. Ces résultats sont cohérents avec les données plus générales sur l'accès aux médias de masse parmi la population.

FIGURE 24: SOURCES D'INFORMATION SUR LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE



Moins de 2 pourcent des personnes interrogées déclaraient avoir participé à une réunion sur la CPI, la majorité d'entre eux (77%) ayant participé à une seule réunion. Cependant, plus de la moitié de ceux qui avaient entendu parler de la CPI ont déclaré parler au moins occasionnellement de la Cour avec des amis ou des voisins (57%), et 51 pourcent ont indiqué activement rechercher des informations sur la Cour.

Deux des objectifs des activités de sensibilisation de la CPI sont (1) sensibiliser les communautés concernées sur le rôle, mandat, fonctionnement et activités de la CPI, et (2) veiller à ce que les médias aient un accès rapide à des informations précises concernant les procédures judiciaires et les nouvelles de la CPI en vue de leur diffusion auprès du grand public en RCA. Plusieurs questions ont été conçues pour évaluer les connaissances des répondants sur la CPI. En ce qui concerne la création de la Cour, environ la moitié des répondants (47%) pensaient que la CPI a été créée par la communauté internationale, tandis que d'autres croyaient qu'elle avait été établie par la Communauté Européenne (23%), les États-Unis (8%) ou la RCA (5%). Certaines personnes ont été en mesure d'identifier la date de sa création: 23 pourcent ont déclaré 2002 et 8 pourcent ont déclaré 1998. Une plus grande proportion savait où la Cour elle-même est basée: près de 61 pourcent ont indiqué La Haye ou les Pays-Bas. Environ la même proportion (65%) savait que la Cour a des bureaux en RCA, mais parmi eux, seulement 38 pourcent ont déclaré savoir comment y accéder.

Dans l'ensemble peu de répondants estimaient que le tribunal a été créé pour enquêter sur les crimes commis en RCA seulement (16% pensent ainsi) ou en Afrique seulement (22%). Toutefois, les deux tiers (65%) de ceux qui avaient entendu parler de la CPI estimaient que le tribunal pourrait enquêter sur les crimes commis avant 2002. (En fait, la CPI ne peut enquêter sur les crimes commis après le Juillet 1, 2002, ce qui signifie que les crimes commis avant cette date en RCA sont exclus de la compétence de la Cour.)

Lorsqu'on leur a demandé qui est actuellement en détention, 80 pourcent de ceux qui avaient entendu parler de la CPI ont été en mesure d'identifier Jean-Pierre Bemba. Bemba a en effet été inculpé de trois chefs d'accusation de crimes de guerre et de deux chefs de crimes contre l'humanité, qui auraient été commis en RCA. Une minorité des répondants a été en mesure d'identifier Lubanga (3%), Katanga (2%) ou Ngudjolo Chui (1%) qui sont en détention pour des crimes commis en République Démocratique du Congo. Toutefois, un pourcentage plus élevé (10%) ont mentionné par erreur Charles Taylor, qui subit son procès à la Cour spéciale de Sierra Leone.

En ce qui concerne les pays où des investigations sont en cours, les répondants ont mentionné la RCA (64%), la RDC (59%), le Soudan (35%), et / ou l'Ouganda (12%). Toutefois, 30 pourcent ont également mentionné d'autres pays, et seulement 5 pourcent ont été en mesure de fournir quatre réponses correctes (nommer les quatre situations). Enfin, lorsqu'on les interrogeait sur les personnes qui font l'objet d'un mandat d'arrêt, Béchir a été la plus fréquemment mentionné (39%), suivi par Jean-Pierre Bemba (31%), qui est déjà en état d'arrestation, et Kony (16%). Toutefois, 21 pourcent croyaient aussi qu'un mandat d'arrêt avait été délivré pour l'ancien président de la République Centrafricaine, Ange-Félix Patassé.³⁴

Dans l'ensemble, la perception de la Cour est positive parmi la population. Presque tous ceux qui avaient entendu parler de la CPI pensaient que la Cour est importante (95%) parce qu'il y a un besoin de justice (51%), parce que les responsables doivent être punis (20%), parce qu'il faut indemniser les victimes (10%), ou pour d'autres raisons. La plupart (91%) croient également que le CPI aura un impact en RCA. Ils ont le plus souvent déclaré que la CPI devrait apporter la justice (27%), aider à prévenir les crimes futurs (20%), aider à établir la vérité sur ce qui s'est passé (19%), punir les responsables (14%), aider les victimes (9%), et apporter la paix (8%). La plupart des personnes interrogées (90%) estime en outre que la CPI est juste et neutre. Ceux qui ne croient pas que la CPI est neutres (10%), disent le plus souvent que la CPI travaille avec le gouvernement (34%), ou qu'elle est après un seul groupe (18%).

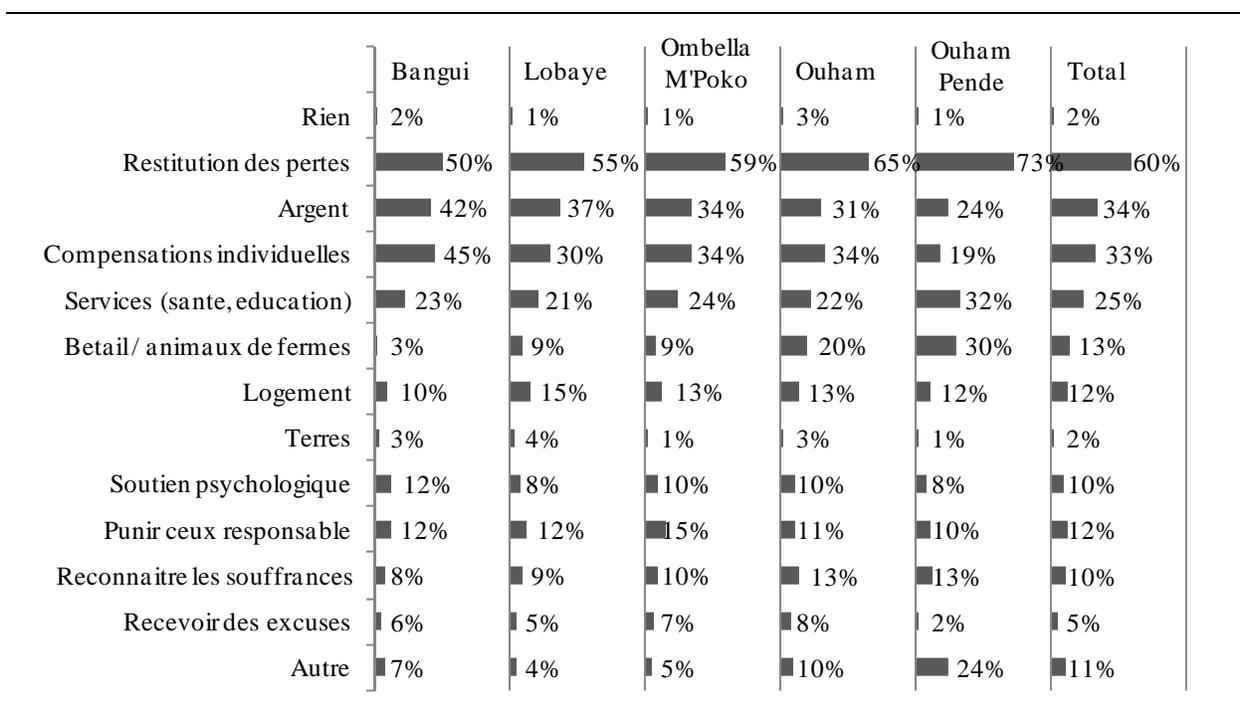
Cette perception positive de la CPI pourrait expliquer pourquoi la plupart des personnes interrogées ayant entendu parler de la CPI seraient prêts à participer à des activités relatives à la Cour si possible (92%). La plupart pensaient qu'il est possible pour les victimes de participer aux procédures de la CPI (91%), et une majorité de ceux prêts à participer aux activités de la CPI souhaiteraient témoigner (80%), participer en tant que victime (16%), ou dans d'autres capacités (4%).

³⁴ Les troupes de Jean-Pierre Bemba et sont Mouvement de Libération du Congo (MLC) sont intervenues en RCA à l'invitation d'Ange-Félix Patassé pour aider à défaire une tentative de coup en 2002. Les crimes commis durant cette période font objet d'une enquête par la CPI.

Mesures pour les Victimes

Pour mieux comprendre les attentes de la population touchées par les conflits suite aux processus de justice, l'étude a examiné de façon générale ce qui, selon les personnes interrogées, doit être fait pour les victimes des conflits en RCA. Les réponses les plus fréquentes étaient liées à la réparation et / ou la restitution de leurs pertes: 60 pourcent estiment qu'il faudrait restituer aux victimes ce qu'elles ont perdu à la suite des conflits, 34 pourcent ont dit qu'elles devraient recevoir de l'argent, 33 pourcent ont dit qu'elles devraient recevoir des compensations individuelles (non précisées), et 25 pourcent ont dit qu'elles devraient recevoir des services comme les soins de santé et d'éducation. Une plus faible proportion des personnes interrogées ont mentionné la responsabilisation et la justice comme mesures qui devraient être prises pour les victimes: 12 pourcent ont déclaré que les responsables doivent être punis, et 10 pourcent ont déclaré que la souffrance des victimes doit être reconnue. Toutefois, cela ne signifie pas que la justice ne soit pas important pour les victimes. Au contraire, ces résultats reflètent le large éventail de besoins exprimés par la population.

FIGURE 25: MESURES POUR LES VICTIMS



Bien que la question a propos de ce qui doit être fait pour les victimes ait été posée en termes généraux, il est important de noter que 65 pourcent de la population se définissaient comme des victimes. Cela se produit plus fréquemment dans les préfectures du nord, de l'Ouham (78%) et de l'Ouham Pendé (92%). Les personnes interrogées ont fourni plusieurs raisons pour lesquelles elles se considèrent comme des victimes. Elles sont le plus souvent déclaré avoir vécu dans les zones touchées par le conflit pendant les périodes de violence (59%), avoir eu des biens, des animaux ou des terres volées ou détruites (29%), avoir perdu des membres de la famille (28%), et avoir directement subi des violences physiques (25%).

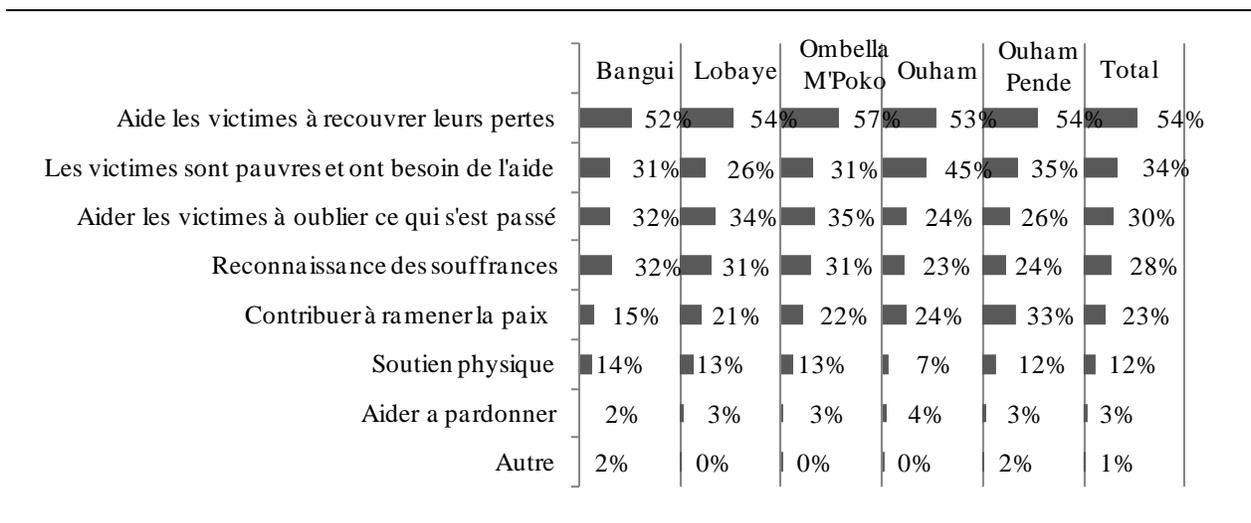
Les réponses sont cohérentes avec les données sur les violences vécues par la population discutées dans cette étude. Plus généralement, quand on leur demande qui sont les victimes des conflits, une majorité de répondants (75%) ont identifié l'ensemble de la population civile, et beaucoup ont mentionné des groupes spécifiques tels que les femmes (54%), les enfants (46%), et les personnes âgées (25%).

Réparations

En explorant ce que les personnes interrogées pensaient qu'il faudrait faire pour les victimes, il n'était pas fait mention de réparations ou à la justice, et les réponses ne sont jamais proposées (questions ouvertes). Toutefois, cette question générale était suivie par une série de questions sur les réparations, définies comme l'ensemble des mesures qui peuvent être prises en faveur des victimes. La plupart des répondants (97%) ont déclaré qu'il était important de fournir des réparations aux victimes. Ils ont en outre expliqué que ces réparations étaient importante, car elles aideraient les victimes à recouvrer leurs pertes (54%), parce que les victimes sont pauvres et ont besoin de l'aide (34%), parce que ce serait aider les victimes à oublier ce qui s'est passé (30%), que cela servirait de reconnaissance pour leurs souffrances (28%), et que cela contribuerait à ramener la paix (23%).

En référant spécifiquement aux réparations, les réponses proposées sont assez semblables aux mesures générales avancées pour les victimes: 54 pourcent ont dit qu'il faudrait restituer aux victimes ce qu'elles ont perdu, 41 pourcent ont dit qu'il faudrait donner de l'argent, 30 pourcent ont dit qu'il faudrait offrir une compensation individuelle, et 26 pourcent ont suggéré l'amélioration des services y compris les soins de santé et d'éducation.

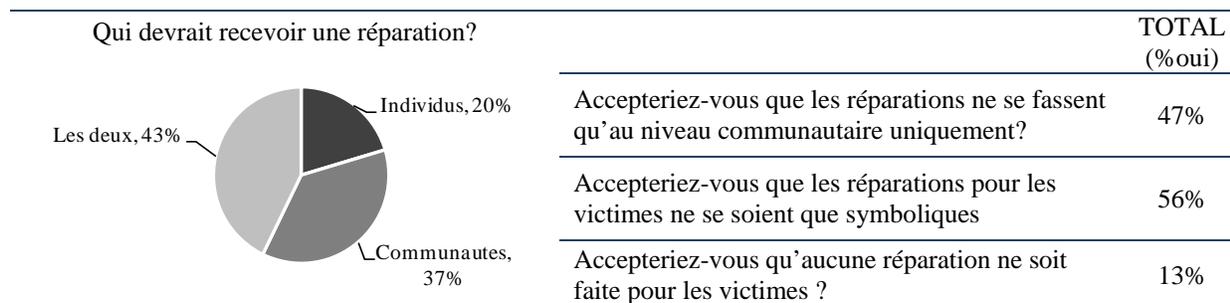
FIGURE 26: ROLE DES REPARATIONS



Pour 43 pourcent des personnes interrogées, les réparations devraient être fournies à la fois au niveau individuel et communautaire, tandis que 37 pourcent ont dit qu'elles devraient être communautaire seulement, et 20 pourcent ont dit qu'elles devraient être individuelles seulement. Cependant, environ la moitié des répondants (47%) ont déclaré qu'ils accepteraient que les réparations se fassent uniquement au

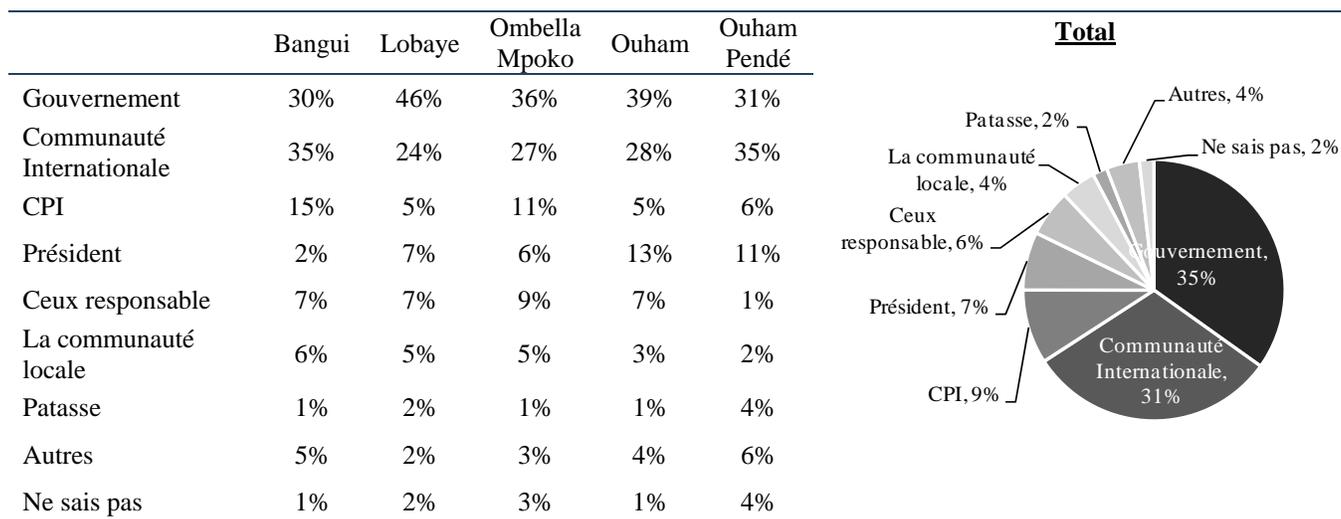
niveau communautaire, et 56 pourcent étaient prêts à accepter des réparations symboliques (56%) uniquement. Toutefois, seulement 13 pourcent étaient prêts à accepter qu'aucune réparation ne soient faites.

FIGURE 27: REPARATIONS



Pour une majorité de répondants (79%), il est important de savoir qui, ou quel organisme, paiera pour les réparations. En général, ils ont indiqué que cela devrait être la responsabilité du gouvernement (35%) ou de la communauté internationale (31%). Certains ont mentionné la Cour pénale internationale (9%), le président (7%), et ceux responsables pour les violences (6%).

FIGURE 28: QUI DEVRAIT PAYER POUR LES REPARATIONS ?



Recherche de la Vérité et Mémorialisation

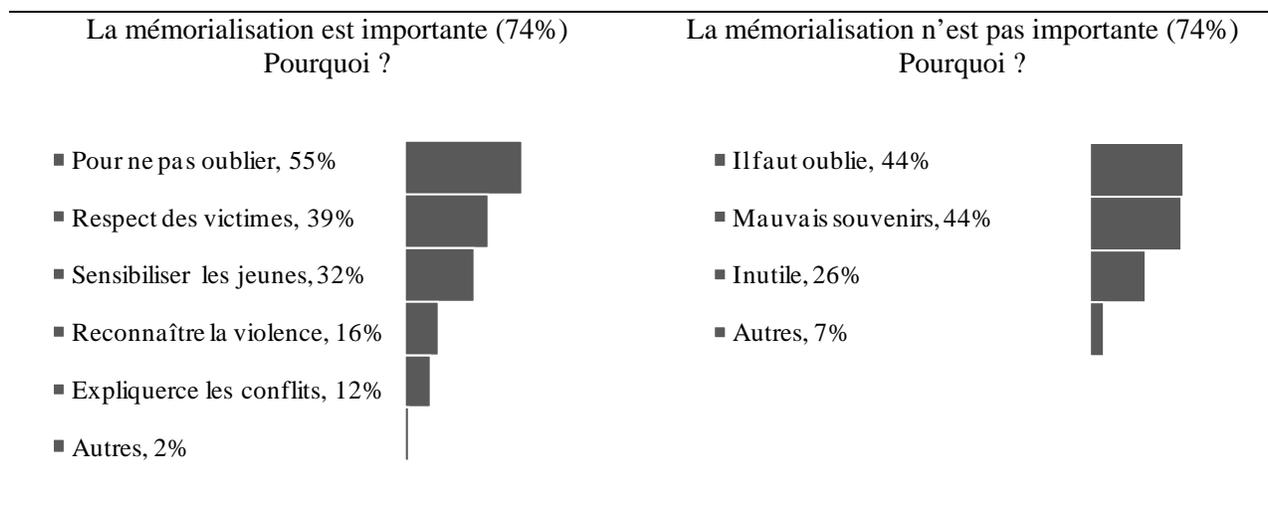
Comme pour les personnes interrogées lors d'autres études au Cambodge, en République Démocratique du Congo, en Irak, ou dans le nord de l'Ouganda, il est important pour les individus touchés par la violence en RCA de savoir ce qui s'est passé pendant le conflit et pourquoi. En RCA, 89 pourcent des répondants ont déclaré qu'il est important de savoir ce qui s'est passé. Le plus souvent, c'est important

pour eux parce que la vérité doit être connue (58%), parce qu'ils souhaitent comprendre pourquoi les conflits ont eu lieu (42%), et savoir qui est responsable (35%).

Une majorité de la population (80%) est prête à parler ouvertement et publiquement de ce qu'ils ou leur famille ont vécu. La plupart d'entre eux étaient prêts à le faire parce qu'ils estimaient qu'elles le devaient à eux-mêmes (37%), parce que c'était de leur devoir (26%), ou parce que cela permettrait que les responsables soient connus et identifiés (25%). Ceux qui ont dit qu'ils n'étaient pas disposés à parler ouvertement de leur expérience ont dit le plus souvent que c'était parce qu'ils avaient peur de représailles (38%), parce que ce n'était pas leur rôle (29%), parce qu'ils ne voulaient pas se souvenir du passé (13%), ou parce qu'ils n'avaient rien à dire (10%).

Bien qu'établir la vérité sur ce qui s'est passé soit une revendication commune, il y a beaucoup de débats sur la façon dont cela peut être réalisé au mieux, et sur le rôle d'une forme de mémorialisation des événements. Cette étude n'a pas examiné de tels procédés en détail, mais a toutefois demandé si la population pensait qu'une telle mémorialisation était importante. Une majorité a répondu positivement (74%). Parmi eux, la plupart a indiqué que c'était important afin que le passé ne soit pas facilement oublié (55%), et que des monuments commémoratifs montreraient le respect des victimes (39%), permettraient d'éduquer les jeunes (32%), de reconnaître l'existence des violences (16%), et aideraient à expliquer ce qui s'est passé (12%). A l'inverse, ceux qui ne valorisaient aucune forme de mémorialisation pensent que la communauté devrait oublier (44%) et que ce serait ramener de mauvais souvenirs (44%). Environ un sur quatre (26%) a également déclaré que ce serait inutile, car le passé est déjà connu.

FIGURE 29: MÉMORIALISATION



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

LES RÉSULTATS DE CETTE ÉTUDE devraient être utiles au Gouvernement, organisations non-gouvernementales, agences des Nations Unies et d'autres organismes dans l'élaboration de politiques visant à remédier aux séquelles des conflits armés en RCA. Ils rappellent également que consulter la population et approfondir la compréhension des communautés touchées par les conflits est essentiel pour construire une paix durable.

Les principales recommandations à émerger de cette étude sont les suivantes:

Au Gouvernement de la RCA et groupes armés:

- Travailler ensemble pour mettre en œuvre les objectifs du Dialogue Politique Inclusif, y compris le désarmement, la démobilisation, et la réinsertion effective des ex-combattants dans la société, et tenir des élections présidentielles libres et équitables. Les citoyens voient le programme de réinsertion des ex-combattants et les élections comme faisant partie intégrale des mesures pour la construction d'une paix durable.
- Arrêter de s'attaquer à la population et de collecter des taxes illégales aux barrages routiers. Ces tactiques instillent la peur parmi la population et nuisent à leur capacité à poursuivre leur vie quotidienne.

Au Gouvernement de la RCA:

- Réformer le secteur de la sécurité et écarter les auteurs de crimes graves de leurs positions. Policiers et gendarmes doivent être formés et soutenus pour remplir leur mandat de protection, et non pas s'attaquer aux civils.
- Traduire les responsables de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international en justice. Le gouvernement devrait soutenir l'appareil judiciaire pour assurer que les tribunaux peuvent fonctionner indépendamment et équitablement. Cela contribuera à accroître la confiance du public dans le système judiciaire et le développement d'un État de Droit.
- Prioriser la fourniture de services de base, y compris l'éducation, les soins de santé, et les infrastructures (par exemple, le réseau routier).

À la société civile et la communauté internationale:

- Continuer à mettre la pression sur le gouvernement, les partis politiques et les groupes armés afin de s'assurer que les élections et le processus de DDR sont effectivement mis en œuvre de manière libre, juste et transparente.
- Fournir suffisamment de soutien financier et technique au processus électoral, garantir des élections libres et équitables, et assurer une transition pacifique.
- Collaborer avec le gouvernement pour reconstruire les infrastructures et les services de base, et faire respecter la primauté du droit. L'accent mis sur les besoins humanitaires dans le Nord ne devrait pas empêcher d'adresser la pauvreté structurelle et chronique sur l'ensemble du pays. Les répondants identifient la paix, l'emploi et les services de base comme des priorités. Si ces priorités sont négligées, il sera difficile d'établir et de maintenir une stabilité physique et politique.
- Engager un dialogue avec la population pour lutter contre les violences domestiques et autres formes de violence au niveau local.
- Continuer à documenter les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et demander des comptes au gouvernement. La communauté internationale doit continuer à soutenir la société civile dans ses efforts visant à documenter les violations des droits et aider les victimes.
- La communauté internationale devrait également maintenir une mission de paix des Nations Unies en RCA pour l'avenir proche. Sa présence aidera à garantir un certain niveau de stabilité et permettra l'achèvement du programme de DDR, des élections, et la réforme du secteur de la sécurité.
- Elaborer une stratégie de sécurité régionale au-delà des frontières et des zones de non-droit aux zones frontalière

À la Cour Pénale Internationale:

- Augmenter l'information du public et des activités de sensibilisation, surtout à l'intérieur du pays. La proportion de répondants qui sont conscients de l'existence de la CPI est relativement élevée à Bangui, mais il y a encore une grande nécessité de cibler les groupes qui ont un accès limité aux médias.
- Reconsidérer la tenue des procédures in-situ en RCA, si la sécurité le permet. L'enquête a révélé un fort soutien aux procès locaux.
- Élargir la portée des enquêtes afin d'inclure des enquêtes sur les crimes graves commis dans le pays depuis 2002, surtout dans le Nord par tous les groupes armés.
- Collaborer avec les institutions nationales pour s'assurer que les enquêtes contribuent à l'établissement d'un record historique des événements en République Centrafricaine.

AUTEURS ET REMERCIEMENTS

Patrick Vinck et Phuong Pham ont dirigé la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de l'étude en République Centrafricaine et ont rédigé ce rapport.

PATRICK VINCK est directeur de l'Initiative pour les Populations Vulnérables du Centre des Droits de l'Homme à l'Université de Californie, Berkeley et Professeur Adjoint au Payson Center for International Development, Université de Tulane (pvinck[at]yahoo.com).

PHUONG PHAM est directeur de recherche au Centre des Droits de l'Homme à l'Université de Californie, Berkeley, Professeur Visiteur Adjoint à l'Université de Californie, Berkeley, et Professeur Adjoint au Payson Center for International Development de l'Université de Tulane (drph2v[at]gmail.com).

Cette recherche n'aurait pas été possible sans la participation volontaire des personnes interrogées. Nous sommes reconnaissants aux interviewers qui ont conduit un travail exceptionnel dans des conditions difficiles, et à tous les individus et organismes qui nous ont aidés au long de ce travail. Pour des raisons de confidentialité, les reconnaissances individuelles ne seront pas énumérées ici. Cependant, ce rapport n'aurait pas été possible sans leur appui.

Au Centre des Droits de l'Homme, Neil Hendrick, spécialiste en technologie mobile, a contribué à la programmation des PDAs et la collecte de données. Camille Crittenden et Liza Jimenez ont navigué les obstacles administratifs et la production et l'édition du rapport. Michelle Arevalo-Carpenter a contribué à la recherche bibliographique. Austin McKinley a fourni l'illustration originale de couverture. Nicole Hayward a conçu la mise en page du rapport.

Rapport traduit de l'anglais :

Vinck P, Pham PN (August 2010) *Building Peace, Seeking Justice: A Population-Based Survey on Attitudes about Accountability and Social Reconstruction in the Central African Republic*. Human Rights Center, University of California, Berkeley

**HUMAN
RIGHTS
CENTER**
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA
BERKELEY

HUMAN RIGHTS CENTER

University of California, Berkeley
460 Stephens Hall, # 2300
Berkeley, CA 94720-2300
Phone: (510) 642-0965
hrc@berkeley.edu
<http://hrc.berkeley.edu>

ISBN 978-0-9826323-0-7



9 780982 632307